

# LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## New-York.

VOL. III.

NEW-YORK, SAMEDI, 26 FÉVRIER 1831.

NO. 105

**SOMMAIRE.** — Séances de la Chambre des Députés. — Nouvelles politiques. — Idée des recherches faites jusqu'ici sur le cholera-morbus dans les pays qu'il a ravagés. — Histoire de la Révolution et de l'Empire, par M. Fayot. — Nécrologie. — Mme de Genlis. — Contre la peine de mort, par M. A. de Lamartine. — Les deux rêves. — Le petit lever de l'Autocrate. — Agonie de Mehmet-Ali. — Parc aux cerfs à Londres. — Mélanges.

### FRANCE.

#### CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. CASIMIR PÉRIER.

Séance du 1er décembre.

M. Laffitte, avant de soumettre à la chambre le projet de loi sur l'indemnité, annonce qu'il reçoit de toutes les puissances les assurances les plus positives que la paix ne sera pas troublée, mais que la France attendra la réalisation de ces promesses avec 500 mille hommes sous les armes. Il lui envoie le projet de loi suivant :

Louis-Philippe, roi des Français,

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la chambre des députés par nos ministres secrétaires d'état et sous secrétaires d'état des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs, et d'en soutenir la discussion.

Art. 1er. Le § 2 de la loi d'indemnité du 27 avril 1825 concernant l'emploi des sommes qui resteraient libres sur les 30 millions de rentes affectés à l'indemnité des émigrés et condamnés, est et demeure rapporté.

2. Les rentes 3 p. 100 qui demeureront sans affectation, d'après l'art. précédent, seront rayées du grand-livre de la dette publique et annulées au profit de l'état avec les intérêts qui y étaient attachés, à dater du jour où elles étaient inscrites.

3. Le ministre des finances est autorisé à faire inscrire au grand-livre de la dette publique une somme de rentes égale à celle restée disponible sur les fonds de 30 millions. Ces rentes seront émises aux taux et aux conditions qui concilieront le mieux les intérêts du trésor et la facilité des négociations, et le produit en sera employé aux besoins de l'état.

4. Il sera rendu compte aux chambres de la réalisation et de l'emploi de tout un partie de ce crédit en rentes, dont il ne pourra être disposé que par des négociations avec concurrence et publicité.

5. Il sera affecté spécialement à l'amortissement des rentes dont l'émission est autorisée par l'art. 3 une somme annuelle qui ne pourra être moindre de 1 p. 100 du capital constitué, et qui sera prélevée sur la portion de la dotation actuelle de la caisse d'amortissement que la loi aura consacrée au rachat des rentes 3 p. 100.

Donné à Paris, etc.

Le maréchal Soult, ministre de la guerre, donne les mêmes assurances que M. Laffitte ; mais pour mettre l'armée française en harmonie avec les besoins du moment, il demande une levée de 80,000 hommes.

M. Dupont de l'Eure présente deux projets de loi ; l'un est celui relatif aux juges auditeurs, l'autre a pour but de réduire à trois le nombre des conseillers composant les cours d'assises.

Séance du 2.

M. Augustin Périer, rapporteur de la commission nommée pour examiner le projet de loi ayant pour objet d'accorder un traitement aux ministres du culte israélite, a la parole. Il propose l'adoption du projet de loi.

M. Barthe parle ensuite au nom de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux crieurs et afficheurs publics. La commission conclut à l'adoption avec plusieurs amendements.

Séance du 3.

La chambre adopte à une immense majorité la loi sur les placards et affiches. Cette loi ordonne qu'aucun écrit, soit à la main, soit imprimé, gravé ou lithographié, contenant des nouvelles politiques, ou traitant d'objets politiques, ne pourra être affiché ou placardé dans les rues, places ou autres lieux publics.

Séance du 4.

Le général Lamarque, rapporteur de la commission chargée de l'examen du projet de loi qui appelle 80,000 hommes sur la classe de 1830, monte à la tribune ; il annonce que la commission propose, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi.

La chambre passe à la délibération sur le projet de loi relatif au culte israélite ; il est ainsi conçu. A compter du 1er janvier 1831 les ministres du culte israélite recevront des traitements du trésor public. On passe au scrutin secret dont voici le résultat :

Votants 282 — Majorité 142 — Boules blanches 211 — Boules noires 71. La chambre adopte.

Séance du 6.

L'ordre du jour est la discussion du projet de loi tendant à autoriser le gouvernement à appeler sous les drapeaux 80,000 hommes sur la classe de 1830. Après avoir entendu le général Richemont et le ministre de la guerre, la chambre adopte le projet à une immense majorité.

Séance du 7.

On reprend la discussion sur le projet de loi concernant les cours d'assises. La délibération est continuée à demain.

Séance du 8.

L'ordre du jour est la discussion du projet de loi sur les juges et les conseillers auditeurs. Elle offre peu d'intérêt.

Séance du 9 décembre.

L'ordre du jour est la discussion sur le projet de loi ayant pour objet de restituer à l'état le fonds commun de l'indemnité.

M. de Clarac, premier orateur inscrit, a la parole contre le projet. (Mouvement de curiosité.)

Messieurs, dit-il, d'une voix peu assurée, le droit institué et conservé par les sociétés : la force les renverse et les presse. Ces paroles, que je n'ai pas la prétention de m'attribuer, furent prononcées à cette tribune par un orateur qui, autrefois, figurait dans ce même parti qui, aujourd'hui, a subjugué la France, et veut la pressurer. (Explosion subite d'indignation. — De toutes parts : A l'ordre ! à l'ordre !...)

MM. Salvandy, Viennet, Corcelles, et d'autres membres, réclament à la fois la parole.

M. Laffitte se lève du banc des ministres, et demande à se faire entendre. (Le silence se rétablit un instant.)

M. Laffitte. Messieurs, comme député, je demande formellement que l'orateur soit tenu de répéter la phrase qu'il vient de lire, afin que la chambre puisse juger en pleine connaissance de cause. (De toutes parts : Oui ! oui !)

M. de Clarac, reprenant son manuscrit, veut en continuer la lecture, mais il est aussitôt interrompu.

Une foule de voix : Ce n'est pas cela ! La phrase ! la phrase ! A l'ordre ! à l'ordre !

M. de Salvandy, de sa place : Messieurs, en disant qu'un parti veut aujourd'hui asservir et pressurer la France, l'orateur a insulté la chambre et la France entière. ... A l'ordre donc ! il faut qu'il y soit rappelé. (Plusieurs voix : Oui ! oui !)

Ici, M. le président veut faire entendre quelques mots, c'est en vain ; il agit la sonnette, on n'écoute pas davantage. L'agitation est extrême. En ce moment, M. de Clarac se tourne vers M. le président et lui adresse quelques paroles. ...

M. le Président. Messieurs, l'orateur déclare qu'il s'empresse de supprimer la phrase, et qu'il éprouve un vif regret de l'avoir prononcée.

Plusieurs membres. Qu'il le déclare lui-même ! Ce la ne suffit pas ! Cependant un peu de calme succède à l'agitation. M. de Clarac reprenant encore son manuscrit, en continue de nouveau la lecture. (Nouvelle explosion.)

De toutes parts : La phrase ! la phrase ! à l'ordre ! à l'ordre ! C'est insupportable ! c'est trop fort !

M. le Président. Je répète que M. de Clarac supprime sa phrase ; qu'il en reconnaît l'inconvenance et qu'il éprouve un vif regret de l'avoir prononcée.

Plusieurs membres. Qu'il le dise lui-même, qu'il s'excuse envers la chambre.

M. de Corcelles. Il faut qu'il soit rappelé à l'ordre.

M. le Président. C'est au président seul à rappeler à l'ordre les orateurs qui s'en écartent ; or, M. de Clarac ayant supprimé la phrase qui était inconvenante, je ne puis le rappeler à l'ordre.

Enfin l'agitation s'apaise peu à peu, et M. de Clarac, pour la troisième fois, reprend son discours au point où l'a laissée la troisième interruption. Il continue en ces termes :

Ainsi, ce redoutable adversaire du projet de loi appuya toute son attaque sur la force brutale qui avait vaincu, massacré, déporté les émigrés, leurs adhérents, leurs proches, leurs amis, et une foule de généraux citoyens qui, dans ce temps de fureur et d'anarchie, osèrent élever leur courageuse voix contre tant de sanglantes injustices.

Mais, dira-t-on, l'abus de la force que le général Foy prétendait combattre, c'est à la chambre des députés, à cette chambre qui, selon lui, renfermait deux émigrés contre un, qu'il le reprochait, et non pas à la nation. Moi je réponds : la nation fut unanime dans l'adhésion qu'elle donna à ce grand acte de justice. (Vives et nombreuses dénégations.) tout ce qui est ami de ce qui est honnête et juste, tous les possesseurs de biens nationaux, eux-mêmes, le repoussent avec joie ; ces derniers surtout, parce qu'ils y trouvent un nouveau gage de réconciliation avec leur propre conscience. (Nouvelles dénégations.)

Le général Foy faisait parler le droit dont il voulait étouffer la voix et l'action. Mais le sage législateur, à qui la France est redevable de quinze années de repos, de gloire et de bonheur. (Explosion générale d'une vive indignation.)

Plusieurs voix : Vous vous croyez encore sous Villeroy !

D'autres voix : Quelle impudence ! quel abus de la clémence nationale !

M. de Clarac, continuant au milieu du bruit : Ce législateur avait jugé que ces conséquences absolues seraient inconciliables avec l'équité et avec le respect dû aux lois qui protègent toujours la propriété acquise sous leur égide, alors même que ces lois reposent sur un faux principe.

Mais le Roi s'était réservé de rendre justice, à leur tour, à ces victimes de l'honneur, du courage ou de la terreur. (Nouveaux murmures très-négatifs.) Ceux-ci n'étaient-ils pas aussi ses enfants ? (Une foule de voix : Non ! Non ! N'étaient-ils pas membres de la grande famille ? Les mêmes voix : Non ! non ! N'étaient-ils pas repris, long-temps avant la restauration, leurs droits civils et politiques ?)

Ici, la voix de l'orateur s'affaiblit d'une manière sensible.

Plusieurs membres : Plus haut ! Il est utile qu'on l'entende !

M. de Clarac faisant effort : Mais les nouvelles charges que l'usurpation de 1815 vint ajouter à celles qui pesaient déjà sur nous à l'époque de la promulgation de la charte, privèrent le vénérable monarque de la douceur de consumer l'ouvrage qu'il avait si glorieusement commencé. Il en légua le soin à son auguste successeur (rires ironiques), dont la première pensée, en montant sur le trône, fut d'accomplir l'œuvre de réconciliation que le feu roi faisait préparer depuis plusieurs années, dans le silence du cabinet.

L'orateur s'attache ensuite à prouver que le fonds commun appartient aux émigrés, et qu'en outre des millions déjà prélevés à leur profit sur la France, cette caste doit encore prendre les 100 millions restants. Il soutient que le projet de loi est radicalement injuste, oppresseur ; qu'il prononce une véritable confiscation et rétablit des catégories qui pourraient servir à amener de nouvelles proscriptions.

Messieurs, dit-il en terminant, je ne m'associerai pas à ces œuvres de violence et d'iniquité. (Murmures.) Je vote contre le projet de loi et les amendements de la commission.

Pendant ce discours, le silencieux immobilité du centre droit contrastait avec la vive indignation qui éclatait dans le reste de l'assemblée.

M. Alexis de Noailles parle en faveur du projet de loi, ainsi que M. Thiers.

M. Eugène Salvère : Tout à l'heure un orateur, parlant du droit qui institue et de la force qui détruit, osait vous accuser de poser les bases de vos décisions sur l'empire de la force ; cet orateur calomniait vos intentions, il calomniait vos œuvres. Non, Messieurs, ce n'est pas ainsi que procèdent vos délibérations : tels ne sont pas et ne seront jamais vos principes ; et tel non plus n'est pas votre mandat ; et si vous l'entendiez ainsi exercé, la France vous eût désavoués depuis long-temps ! Qu'on s'abstienne donc de tenir un pareil langage. Et qu'on sache bien que nous n'admettrons jamais pour base de cet édifice social que la justice et ses innombrables décrets ! (Nombreuses marques d'approbation.)

L'orateur pense que, pour bien apprécier la nature de la question, il est utile de remonter à l'origine de la dette, sans réveiller toutefois des souvenirs offensifs, et sans oublier que les hommes qui pourraient être l'objet de ses attaques, ont perdu leur puissance. Il rappelle que l'émigration n'eut pour but que d'armer contre la France l'Europe entière, et que le pays traitant avec des ennemis acharnés à sa ruine, fut alors contraint de frapper de confiscation tous les biens des émigrés pour tarir les sources où l'on puisait le fer qui devait soler le fer étranger ; qu la révolution arrêta dans sa marche, la France, devenue plus tranquille et plus calme, ouvrit ses foyers aux émigrés ; qu'ils y rentrèrent, prêtèrent le serment civique ; qu'ils furent admis dès lors à l'exercice de leurs droits civils, et que les biens non vendus leur furent restitués !

Mais, continue l'orateur, tous ces avantages, ces restitutions, furent faites sous le sceau du serment qu'ils prêtèrent comme citoyens, c'est-à-dire à charge de respecter à jamais ce que la nation avait fait et avait eu droit de faire. Cet argument suffirait seul aujourd'hui encore pour répondre à toutes les réclamations des indemnités.

En 1814 il fut aussi question de restitution des biens non vendus, mais on n'y alla pas plus loin. Alors le grand homme vivait encore, et l'on tremblait de mécontenter la France : Ce fut en 1825 que la fameuse loi d'indemnité fut votée ! Mais, je le demande, qu'elle chambre la vota, cette loi ? Vous rappelez-vous, Messieurs, toutes les violations de droits, toutes les fraudes électorales qui souillèrent la nomination d'un grand nombre de députés ? Qui, on peut le dire, pour une telle loi, il fallut une telle chambre !

L'orateur démontre que lorsque le pacte social fut déchiré par les violations criminelles des émigrés, la nation eut le droit d'agir contre eux. Si plus tard on lui arracha une transaction onéreuse, aujourd'hui qu'elle est de nouveau rentrée dans tous ses droits, elle peut les faire valoir et reprendre le fonds commun de l'indemnité qui ne fut jamais considéré que comme une éventualité tout-à-fait incertaine. Quant à la partie de l'indemnité qui a été absorbée, l'orateur reconnaît que les actes, les transactions intervenus entre les tiers la rendent inattaquable. Il vote en faveur du projet de loi.

M. Berryer est appelé à la tribune. Mais au moment où il va prendre la parole, la discussion est suspendue par une douloureuse communication.

M. le président, d'une voix émue : Je dois donner lecture à la chambre d'une lettre que je viens de recevoir. (Morne silence.) Voici cette lettre :

M. le Président, je viens remplir le plus douloureux des devoirs ; vous annoncez le décès de mon mari, qui a succombé hier à huit heures du soir. Ses obsèques auront lieu dimanche prochain à onze heures. Recevez, etc.

Signé, veuve BENJAMIN CONSTANT.

Cette lecture est suivie des marques d'une profonde impression. M. Berryer combat le projet de loi, qu'appuie le général Demarçay et M. Barthe.

Séance du 10 décembre.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi sur les 4-12 provisoires. La chambre après avoir entendu quelques orateurs, passe au scrutin secret. Nombre des votants, 244 ; majorité absolue, 123 ; boules blanches, 238 ; boules noires, 6. La chambre adopte.

Séance du 11 décembre.

L'ordre du jour est la discussion sur le projet de loi organique de la garde nationale.

M. le colonel Jacqueminot, premier orateur inscrit, a la parole contre le projet.

M. le ministre de l'intérieur a la parole pour une communication ministérielle (profond silence). M. de Montalivet s'exprime en ces termes :

Messieurs, le gouvernement vient vous demander, au nom de la France, de rendre à un de nos plus beaux monuments la plus belle destination (écoutez ! écoutez !)

L'antiquité peupla les temples des statues de ceux qui avaient bien mérité de la patrie et de l'humanité, et, chez les modernes, Westminster a recueilli leurs images et leurs cendres. A l'époque où les Français ont pris rang parmi les peuples libres, ils ont voulu aussi consacrer de leur liberté. Quand la mort frappa Mirabeau, une voix s'éleva dans la première de nos assemblées, et le Panthéon s'ouvrit pour la mémoire des grands hommes. Si, plus tard, le pouvoir les a déshérités des honneurs funéraires qui leur furent décernés par la loi, la patrie vient de reconquérir au prix de son sang le droit de se montrer reconnaissante, et c'est au sortir d'une révolution où les sacrifices ont été sublimes qu'elle éprouve plus profondément que jamais le besoin d'honorer les morts illustres. (Très-bien ! très-bien !)

Les honneurs du Panthéon ne seront décernés par le concours des trois pouvoirs que dix ans après la mort de celui qui en sera jugé digne ; on a pensé que la raison publique ne pouvait prononcer avec impartialité que sur des cendres refroidies. Il faut qu'on puisse dire que c'est la postérité qui a jugé, afin que le jour du triomphe soit réellement celui de la justice.

M. de Montalivet, après avoir rappelé les services et les vertus de ceux pour lesquels une exception sera faite, lit le projet de loi. Il est ainsi conçu :

Art. 1er. En exécution de la loi du 4-10 avril 1791, le Panthéon sera



de nouveau consacré à recevoir les restes des citoyens illustres qui ont bien mérité de leur patrie.

2. L'inscription AUX GRANDS HOMMES LA PATRIE RECONNAISSANTE sera rétablie sur le fronton.

3. Les honneurs décernés seront ou un mausolée ou une inscription gravée sur une table de marbre.

4. Les honneurs ne seront accordés qu'en vertu d'une loi, dix ans au moins après le décès des citoyens qui en seront l'objet.

5. Néanmoins, au 29 juillet 1831, premier anniversaire de la révolution de 1830, les restes de Foy, la Rochefoucauld-Liancourt, Manuel et Benjamin Constant, seront portés au Panthéon.

6. Seront gravés sur les murs du Panthéon les inscriptions suivantes :

1° AUX CITOYENS QUI ONT PÉRI POUR LA LIBERTÉ ;

2° AUX GUERRIERS MORTS POUR LA PATRIE ;

3° AUX HÉROS DES JOURNÉES DE JUILLET.

Leurs noms seront gravés au bas de cette inscription.

7. La présente loi sera gravée sur les murs du Panthéon.

8. Il sera pourvu par des ordonnances à l'exécution de la présente loi.

M. le ministre de l'intérieur descend de la tribune au milieu d'un murmure général de la plus vive approbation.

M. le ministre de la guerre présente ici un projet de loi tendant à réformer les lois du 10 mars 1813 et 9 juin 1824, relatives au recrutement de l'armée.

La plupart des dispositions de cette loi, composée de plus de 60 articles, ont été accueillies avec des marques unanimes d'adhésion.

On reprend la discussion du projet de loi de la garde nationale.

Séance du 13 décembre.

L'ordre du jour est la suite de la discussion générale du projet de loi sur la garde nationale.

Séance du 14 décembre.

Elle est consacrée à la même discussion.

Séance du 15 décembre.

Le président du conseil présente un projet de loi sur la fixation de la liste civile que ce projet porte à dix-huit millions seulement, à partir du 1er janvier 1831, et portant en outre allocation de 12 millions pour les dépenses de la fin de l'année 1830.

Ce projet a été présenté, malgré la vive opposition de M. de Corcelles qui a soutenu avec véhémence que ce projet violait l'art. 19 de la charte.

Le surplus de la séance est consacré au projet de loi sur la garde nationale.

Séances du 16 et du 17 décembre.

Continuation de la discussion sur la garde nationale.

Séance du 20 décembre.

L'ordre du jour est la continuation de la discussion du projet de loi sur la garde nationale.

La chambre s'occupait de l'article 29; déjà, depuis quelques instants, une certaine préoccupation semblait agiter les esprits. On s'entretenait autour des affaires de dehors que de l'article en débat. A trois heures, M. de Kératry entre dans la chambre et demande la parole.

M. de Kératry d'une voix ferme mais émue, annonce à la chambre qu'une agitation visible se manifeste dans tout Paris... que des rassemblements se préparent, et que sur les murs plusieurs proclamations affichées attirent tous les regards; il déclare hautement qu'il compte sur la puissante protection de la garde nationale, qui dans cette circonstance comme dans les autres saura encore donner des preuves de son dévouement et de son courage pour le maintien de l'ordre et de la paix publique; cependant, ajoute l'orateur, il serait utile que dans un moment aussi grave, la chambre des députés eût une connaissance précise de tous les faits présents, pour qu'elle pût concourir à donner force et protection à la loi, au gouvernement; en conséquence, il demande que MM. les ministres du roi montent à la tribune, pour donner des explications sur la situation actuelle de la capitale...

M. Laffitte, ministre des finances, s'avance vers la tribune... Au milieu d'une attention générale et d'un silence solennel, M. le ministre des finances s'exprime en ces termes :

Messieurs, nous devons nous attendre que l'inquiétude extérieure pénétrera dans cette enceinte, et que la chambre demanderait des explications. Je suis prêt.

Messieurs, nous avons reçu du roi une tâche difficile, mais sacrée, c'est de conserver intact le dépôt de libertés publiques et des lois. Nous avons jusqu'ici consacré tous nos efforts à cette tâche; au milieu des circonstances les plus graves, si elles se déclarent, nous persisterons.

De vives inquiétudes se sont répandues : de toutes parts aujourd'hui on craint pour le roi, pour les chambres, pour la justice, c'est-à-dire pour la France; car toutes ces choses se tiennent, et n'en font qu'une également sacrée.

Ces inquiétudes, Messieurs, sont assurément exagérées, nous le déclarons hautement; mais le gouvernement ne voulant point assumer la responsabilité d'une erreur déplorable, s'il venait à se tromper par trop de confiance, agit comme si ces inquiétudes étaient fondées; il prend ses précautions comme si elles avaient pour objet des faits certains et incontestables.

Peut-être on conspire contre la tranquillité publique; le gouvernement agit comme si ce n'était pas un doute, mais une certitude; il ne sera pas surpris, et vous ne le serez pas : force restera à la loi, ou tout le monde aura manqué à son devoir, ce qui est impossible. Le gouvernement est certain, au contraire, que tout le monde fera son devoir, parce que lui-même il fera le sien dans toute son étendue. (Bravos universels.)

Quels sont ces ennemis sourdement coalisés contre la tranquillité publique ? Il ne serait pas impossible de les désigner. D'une part, des partisans de ce qui n'est plus, de ce qui ne peut plus être, du gouvernement fondroyé en juillet, partisans perfides qui prennent tous les masques; d'autre part, des esprits impatientes et égarés, des ambitions déçues, des anarchistes en un mot; voilà les ennemis qui, sans le savoir ou le vouloir, s'entendent pour menacer la tranquillité publique. (De toutes parts : Oui ! oui !)

Ils ont saisi un prétexte, oui, Messieurs, un prétexte, le procès des anciens ministres; et de ce prétexte ils veulent se servir pour violer les lois et se porter à des excès dont le terme est inconnu.

Nous croyons, Messieurs, que les inquiétudes répandues dans la cité sont exagérées; mais, fondées ou non, peu importe, nous les tenons pour fondées, et nous avons réuni tous les moyens nécessaires pour les dissiper.

Tout le monde fera son devoir. Les citoyens et le roi, et force restera à la loi. (Des applaudissements éclatent dans toutes les parties de la salle.)

Après M. Dupin aîné, M. Odilon Barrot prend la parole; il finit ainsi :

Messieurs, dans notre position actuelle, forte, grande, il y a, je ne saisis pourquoi, une inquiétude vague, incertaine, une espèce de malaise insaisissable, qui se prononce dans l'air pour ainsi dire; tout le monde le reconnaît, et cependant on s'effraie... Et quand on arrive à la constatation des faits, on ne trouve rien... Ce n'est pas que je veuille encourager une trop grande sécurité dans la paix. Des mesures d'ordre et de tranquillité sont utiles, et mes explications prouvent que je les juge telles ! Ce qu'il y a de certain pour moi, Messieurs, de bien constant et de bien arrêté dans mon âme tranquille et ferme, c'est que j'ai dévoué ma vie tout entière à cette révolution que je considère comme la plus belle, la plus grande de toutes celles que le globe a vu s'accomplir. Vous aussi, Messieurs, écoutez vos sentiments; nous marchons tous unis de vœux et d'intentions. Qui, nous sauvera notre révolution... nous la conserverons glorieuse et pure pour l'honneur de la France et le repos du monde. (Applaudissements universels.)

M. Guizot prononce un discours que nous regrettons ne pouvoir transcrire. L'honorable orateur commence par payer le tribut de reconnaissance au ministre du Roi pour la franchise et l'empressement avec lesquels il a donné des explications. Il pense que la France unie de vœux, compacte dans sa marche vers le même but, triomphera aisément de ses ennemis intérieurs, et que les conspirateurs, en armes, seront impuissants, tant que la publicité de la tribune éclairera le pays... Avec elle nous saurons tout vaincre et tout affirmer ! (Bravos !)

Après ces divers discours, la chambre est long-temps agitée; plusieurs groupes se forment et discutent avec chaleur... M. le président agite sa sonnette plusieurs fois. La chambre est toujours occupée des événements du dehors... Enfin, MM. les députés reprennent lentement leur place...

M. le président : Messieurs, après ces communications graves et importantes que la chambre a écoutées avec dignité, il convient qu'elle reprenne avec calme et ordre le cours de ses travaux... (De toutes parts : Oui ! oui !)

Le silence s'établit. La délibération continue. La séance est tenue à six heures.

## ÉTATS-UNIS.

### NEW-YORK.

La lecture attentive des journaux les plus récemment arrivés laisse peu de doutes sur le dénouement du grand drame dont l'Europe est le théâtre, et il est difficile de ne pas se rendre à cette idée qu'aujourd'hui la guerre est à peu près inévitable. C'est en vain que la timide prudence des ministres français refusera la Belgique et laissera égorgés les Polonais, malgré eux ils seront entraînés par la force des choses, cette reine du monde à laquelle ils voudraient en vain résister. Endormis aujourd'hui par les protestations des étrangers, par la reconnaissance tardive de la Russie qui a montré toute sa pensée en ne se décidant qu'après la révolte de Varsovie, leur maladroite sécurité attendra pour ouvrir les yeux que les rois de l'Europe aient enchaîné de nouveau leurs peuples, qu'ils aient noyé dans leur sang tout germe d'indépendance et qu'ils ne prennent plus la peine de cacher leur projet de détruire le mal par sa racine. Mais alors un prince allemand, et dès lors ennemi, sera sur le trône de la Belgique, cent mille Polonais entraînés par un funeste exemple n'existeront plus, et la France privée de ces puissantes diversions devra résister seule à une lutte qui paraît inévitable. Elle triomphera sans doute des ennemis de son indépendance, mais une politique plus large et plus hardie mériterait aujourd'hui de son côté toutes les chances de succès; les ministres marcheraient avec la nation qui n'est pas digne de faillacieuses protestations, et qui se rappelle, qu'ainsi que l'a très bien fait observer M. de Lafayette, la révolution de 89 fut saluée par l'adhésion, par les politesses, et même les compliments de tous les souverains de l'Europe, surtout par M. Pitt, mais qu'en même temps la coalition de Pillnitz se formait.

Le général LAMARQUE, dans une brillante improvisation, a fait entendre à la tribune les vœux de la jeune France, de la France qui marche et se bat; l'improbation avec laquelle elle a été reçue par d'impopulaires députés ne peut qu'ajouter à l'effet qu'elle doit produire. La voici avec les interruptions et les murmures obligés du centre droit :

Messieurs, si, dans une des dernières sessions, un ministre dépositaire de la confiance de Charles X fut monté à cette tribune, et nous eût dit : « Quelques rebelles espagnols ont voulu reconquérir leur patrie, d'où les avait expulsés l'inter-vension française, mais nous les avons éloignés des frontières, et des gendarmes surveillent leurs chefs; la Belgique a brisé les liens qui l'enchaînaient à la Hollande; bran- che violemment séparée de notre tronc social, elle voudrait s'y rejoindre; elle nous offrirait la ceinture de places fortes que la Sainte-Alliance a mise autour de nous, mais nous avons rejeté ses offres et oublié jusqu'aux noms si retentissants de Fleury et de Jemmapes. La généreuse Pologne s'est lassée du régime du knout. Réclamant sa nationalité si solennellement promise au Congrès de Vienne, et dont toutes les puissances étaient les garans, elle tend ses bras suppliants vers la France, son antique alliée; mais nous étoufferons nos affections, nous ferons taire nos souvenirs historiques et les fots de Pélister, qui murmurent encore le nom de Poniatowski; elle s'est écrié : La liberté ou la mort ! et nous lui répondons : Meurs ! et Prague et Varsovie ver- ront un second Szwabow ! »

A ces mots, de bruyantes acclamations se seraient soudain élevées de ce côté de la chambre, qui aurait applaudi à cet immense holocauste des amis de la liberté; et nous, silencieux, désespérés, nous aurions reconnu que ce ministre de Charles X était fidèle à ses antécédens, conséquent aux principes de son gouvernement, à ses intérêts et à ses sentimens.

Messieurs, ne s'est-il donc rien passé en France depuis 1829 ? La coalition règne-t-elle encore sous le nom du prince qu'elle nous avait imposé ? Le peuple n'a-t-il pas ressaisi ses droits et fait expier en trois jours quinze années de honte et d'oppression ?... Pourquoi donc tout est changé autour de nous le langage du gouvernement ne change-t-il pas ? Pourquoi les principes politiques qui réglaient la conduite des ministres de Charles X sont-ils encore suivis par les ministres de Philippe ? (Murmures aux centres; adhésion à gauche.)

Loin, bien loin de moi, la pensée d'accuser leur patriotisme et d'élever le doute le plus léger sur leurs intentions. Comme nous, ils veulent que la France soit libre et prospère au dedans, puissante et considérée au dehors; comme nous, ils voudraient effacer les traces de ses malheurs. Mais, arrivés trop tard au pouvoir, ils n'osent détourner le char de l'état de la fatale ornière où l'avaient engagé leurs prédécesseurs, et ces prédécesseurs avaient agi, comme s'ils étaient les successeurs naturels de leurs devanciers, comme si le principe de notre gouvernement n'était pas complètement changé; faibles et confians, ils ont cru que quelques lignes autographes enchaîneraient les souverains, et qu'à leurs yeux Philippe cesserait d'être usurpateur, et notre révolution une rébellion ! (Nouveaux murmures au centre.)

Ils ont cru qu'en abandonnant les peuples, nous légitimerions notre cause aux yeux des Rois, et ils n'ont pas vu que cet égoïsme étroit, qui nous empêchait de profiter du présent, créait un avenir chargé d'orages.

Sans doute la paix est un bien précieux, mais sans le soulèvement des Belges, sans l'insurrection de la Pologne qui a cru que notre révolution était le signal de la délivrance des peuples, vous auriez déjà la guerre ! (Nouvelle agitation.) Avez-vous oublié les menaces de la Prusse et la réunion de ses troupes; le langage arrogant de l'autocrate du Nord et la marche de ses armées ? N'a-t-on pas trouvé dans les chancelleries de la Pologne, et surtout dans ses places fortes, des preuves irréfutables des projets hostiles de ces puissances ? Voulez-vous connaître leurs secrètes pensées ? Écoutez ce que l'ambassadeur de France disait, le 26 octobre 1814, au Congrès de Vienne. (Marques de curiosité.)

« La lutte existe entre deux principes; tant qu'une seule

« dynastie révolutionnaire existera, la révolution ne sera pas terminée, il faut donc que le principe de la légitimité triom- phe sans restriction. Sans cela point de paix, mais une trêve ! »

Où, une trêve ! c'est ce que vous obtiendrez en sacrifiant vos amis, votre intérêt et notre dignité ! et cette trêve, ce seront vos ennemis qui en fixeront le terme ! Quand l'esprit public sera tout à fait éteint parmi vous ; quand le sol qu'ébranlaient sous leurs pas les soudaines et sympathiques commotions de la France se sera raffermi; ils se présenteront avec le poids de leurs forces matérielles et vous n'aurez plus, vous, de force morale à lui opposer (murmures au centre et à la seconde fraction de la gauche); car les peuples, indignés de votre cruel abandon, ne répondront pas à l'appel que vous voudrez leur faire, et, trop tard, vous vous accuserez de n'avoir pas profité de ces circonstances fugitives que la Providence accorde aux nations comme aux individus et qui ne renaissent plus quand on n'a pas su les saisir.

Mais, vont me dire les ministres, les Rois seront enchaînés par les traités et liés par leurs promesses. Par leurs promesses ! lorsque vaincu par les éléments, Napoléon eut repassé le Rhin, que proclamaient à la face du monde les puissances coalisées ? Elles voulaient, disaient-elles, que la France fût grande et forte; il le fallait pour la balance de l'Europe; il le fallait pour honorer la victoire par la justice et la modération. Mais quand la nation trompée eut séparé sa cause de celle de Napoléon, l'esprit de la coalition se développa sans contrainte; Metternich insista pour qu'on changeât en position défensive notre position offensive, pour que Landau, livré aux Allemands, les dédommât de la destruction de Philippebourg, pour que Strasbourg trop menaçant fût réduit à sa citadelle. Allant plus loin, et peut-être son organe secret, le ministre des Pays-Bas disait que la prescription était un droit civil et non un droit naturel; qu'on pouvait, qu'on devait nous éloigner du Rhin et nous enlever l'Alsace, qui n'était pas une province française.

Sans la Russie cet étrange argument eût prévalu, et c'est ainsi, après tant de promesses, qu'on nous imposa cette paix qui mutilait notre territoire, qui nous déshéritait de nos places fortes et ouvrait les avenues de notre capitale, cette paix honteuse qu'en présence des principes qui l'avaient signée, et bravant leur courroux, j'osai appeler une halte dans la boue ! (Marque d'approbation à gauche; dénégations très prononcées à droite et aux centres.)

Et c'est pour continuer cette halte, pour rester (murmures, interruption) dans ce déplorable statu quo, que nous repoussons les Belges, et que nous fermons l'oreille aux cris de ces Polonais, dont les ossements se sont mêlés aux nôtres sur tant de champs de bataille... (L'agitation redouble : murmures au centre, approbation à gauche.) C'est pour ce statu quo que notre ministre des relations extérieures aurait tenu l'étrange langage que lui prêtent les envoyés belges, et que je ne rappelle ici que pour lui fournir l'occasion solennelle de le démentir. Non, il n'a pas dit : « Que nous refusons la Belgique, parce que l'Angleterre n'y consentirait pas. »

M. Durergier de Hauranne : Vous bouleversez la France !

M. Lamarque : Nous consentons bien, nous, à ce que l'Angleterre soit riche de nos dépouilles et de celles de la Hollande, à ce qu'elle opprime cent millions d'Indiens, à ce qu'elle soit maîtresse, sans rivale, de la Méditerranée; à ce qu'elle occupe les points les plus importants du globe : d'Héli-goland à Sina Capour, des mers du Nord aux mers de la Chine.

Une voix du centre : C'est que nous ne pouvons pas l'empêcher.

M. Lamarque : Et cependant l'Angleterre ne consentirait pas à nous voir sortir du cercle de fer que la coalition a tracé autour de nous ! Mais le beffroi de Notre-Dame a sonné, le 29 juillet, l'heure de notre délivrance, mais le canon de Paris a fait taire le canon de Waterloo. (Bravos à gauche.)

Que dis-je ! les liens de vasselage étaient déjà rompus, car il eut quelque patriotisme, ce ministre qui expie dans les fers ces attentats contre la liberté, et c'est sans le consentement de l'Angleterre, c'est en bravant avec fierté les menaces du cabinet de Saint-James qu'il fit la conquête d'Alger et conserva sa conquête. (Sensation à gauche.)

Cherchons donc d'autres motifs à notre conduite politique, et voyons si les combinaisons qu'on propose dédommageront la France du refus qu'on fait en son nom. Je n'hésite pas à dire qu'elles empiètent notre situation. En effet, lorsque la Belgique était enchaînée à la Hollande, nous avions toujours l'espoir de voir rompre cette union mal assortie, ce mariage forcé où l'incompatibilité d'humeur était une cause permanente de divorce.

Mais aujourd'hui on nous ramène au traité des barrières, on nous fait reculer de plus d'un siècle en donnant la Belgique à un prince allemand; peu importe qu'il s'appelle Othon ou Léopold ! Après avoir passé le Rhin, la confédération germanique va passer la Meuse; elle pèsera sur nous de tout le poids de l'Allemagne; et c'est la Bavière, cette ancienne alliée que nous avons si souvent préservée, que Napoléon érigea en royaume, qui tiendra garnison à Namur, à Mons, à Tournay, comme elle occupa déjà Landau. (Nouveau mouvement à gauche.)

Mais tout n'est pas encore dévoilé; l'Angleterre et Metternich n'ont pas assez fait en appelant un neveu de l'empereur d'Autriche sur le trône de la Belgique, et le projet d'échange des Pays-Bas, projet qui, en 1778, fit courir Frédéric aux armes, n'est peut-être pas oublié par la cour de Vienne qui, comme la cour de Rome, fidèle à ses traditions, veut toujours ce qu'elle voulait une fois. (Sensation marquée.)

Vous voyez, Messieurs, que tous les sacrifices faits pour maintenir la paix, seront des germes féconds de longues et cruelles guerres, et que nous léguerons à nos neveux un sanglant héritage. Mais ce n'est pas seulement à la France que peut être fatale la timide circonspection de notre ministère; elle l'est encore plus pour le monarque que nous sommes si heureux d'avoir élevé sur le pavois. La nation n'a jamais pardonné aux Bourbons les traités de 1814 et de 1815, et quelques jours de liberté ne l'ont pas consolée de l'amputation de notre territoire.

En voyant sur le trône un prince qui avait combattu à Jemmapes (qui fuyait l'émigration, était demeuré français sur la



terre étrangère), elle a cru, elle a dû croire qu'il s'associerait à tous ses sentimens. La gloire est un aimant si puissant, elle environne un trône d'une si brillante auréole, elle fait pousser des racines si profondes à une dynastie nouvelle, qu'il serait peut-être politique de la chercher sans motif; mais la repousser quand l'humanité l'implore, quand l'intérêt de l'Etat l'invoque, quand la justice la demande, c'est, je l'avoue, ce que mon esprit ne peut concevoir. (Rumeurs au centre.)

Il en sentait tout le prix, ce Guillaume qui chassa les stupides Stuarts, et qui se trouvait dans une position identiquement semblable à celle de notre Philippe. Aussi saisit-il la première occasion de courir aux armes, et étouffant tous les partis qui surgissaient avec les révolutions, la bataille de la Boyne et la guerre qu'il fit à Louis XIV assurèrent plus son trône que ne l'auraient fait des lettres autographes et des promesses diplomatiques. (Bravos à gauche.)

Messieurs, mes paroles vous paraîtront sévères, et mes prévisions importunes. Aussi ne suis-je monté à cette tribune que subjugué par une conviction profonde, et pour obéir à un devoir plus puissant que ma volonté. Ce n'est pas, croyez-le bien, un militaire amoureux de nouveaux hasards qui vous parle (les revers publics et les infortunes particulières n'ont que trop détruit de vaines illusions), mais un citoyen pénétré des dangers qui nous menacent. Que les ministres n'en démentent donc pas les yeux, qu'ils songent à l'immense responsabilité qui pèse sur eux, et qu'un jour perdu peut perdre la patrie; et nous que divisent quelques opinions, mais que réunissent les mêmes sentimens, secondons-les de tous nos efforts, engageons-les à ne pas oublier le principe de notre révolution, et disons-leur qu'ils sont forts de la force de toute la France, et que cette France est prête à tous les sacrifices pour assurer sa liberté, son indépendance, et reprendre le rang qu'elle doit tenir parmi les nations. Je vote pour le renvoi.

(Ce discours est suivi de vives acclamations à gauche, et d'une longue agitation dans tout le reste de l'assemblée.)

Nous avons cité le discours du général Lamarque comme exprimant sans réserve les opinions de la jeune France, et nous répétons un article de la *Gazette de France* qui donne une idée exacte de l'effet produit par la démission du général Lafayette. Nous partageons rarement les opinions de ce journal dévoué à la famille déchue et aux idées de droit divin, mais nous conviendrons qu'il est rédigé avec un talent d'observation bien remarquable; et les quatre mille nouveaux abonnés inscrits sur ses registres pendant les trois derniers mois de 1830 sont une preuve non équivoque de son succès.

«Voici où nous en sommes aujourd'hui: deux camps ennemis sont en présence et ne demandent qu'à engager le combat. D'un côté sont MM. de Lafayette, Dupont de l'Eure, Odillon-Barrot, les députés de l'extrême gauche, et à leur suite ce qu'il y a de plus actif et de plus énergique en France, la jeunesse des écoles, du barreau, et toute la presse libérale, à l'exception du *Temps*, des *Débats* et peut-être du *Constitutionnel*. De l'autre côté, la majorité de la chambre des députés, dont M. Dupin aîné représente les opinions; les doctrinaires, la Chaussée-d'Antin, et à vrai dire la masse de la nation, qui soupire après le repos et la paix, et qui espère les trouver en s'arrêtant où l'on en est; mais masse inerte, timide, sur l'appui de laquelle des hommes politiques ne doivent jamais compter. Au milieu de ces deux partis, le ministère, compromis avec tous les deux, ayant fait des promesses et donné des gages à l'un et à l'autre, pressé entre l'enquête de M. Boissy-d'Anglas et la démission de M. de Lafayette, ne se souciant pas de dissoudre la chambre, et ne le pouvant même pas avant d'avoir d'elle une loi électorale et un budget, mais craignant une nouvelle émeute s'il la conserve, et tremblant de se voir jeté dans le gouvernement par ordonnances et obligé de concéder à la volonté du peuple les mêmes actes qu'il arrachés à M. de Polignac la volonté de son roi. Telle est la position actuelle, et peut-être n'y en a-t-il pas eu encore de plus difficile, surtout si l'on tient compte de ce qu'y ajoutait d'embarras les événemens du dehors, la crainte de la guerre étrangère, la souffrance très-réelle du peuple, la détresse du commerce que chaque jour vient accroître, et tant d'autres difficultés qui se présentent à tous les esprits. La guerre est déclarée entre la monarchie constitutionnelle et la république.»

Les proclamations des élèves des Écoles Polytechnique, de Droit et de Médecine sont des documens d'une grande importance, en ce qu'elles font connaître les opinions de la jeunesse en France; celle qui fut placardée sur les murs de Paris le 22 décembre était conçue en ces termes :

*Les Écoles Polytechnique, de Droit et de Médecine.*

Amis et concitoyens,

Lorsque le peuple a demandé notre appui contre ses tyrans ou ses ennemis, les étudiants lui ont-ils jamais manqué?

Les étudiants étaient avec vous aux Buttes Chaumont, ils étaient avec vous lorsque le sang coulait en juillet; mais aujourd'hui ce n'est pas la ruine de la tyrannie que nous avons à poursuivre: ce sont les libertés qui nous sont dues, qui nous ont été promises, que nous avons à demander.

Laissons donc là le sang des quatre misérables indignes de notre ressentiment; les malédictions de la France les suivent dans leurs cachots éternels. La haine, le mépris de l'Europe seront pour eux une mort de tous les jours.

Oubliions, oublions ces noms infames, et rallions-nous à la brave garde nationale, aux cris de LIBERTÉ, ORDRE PUBLIC!!!

Sans le prompt rétablissement de l'ordre, la liberté est perdue; avec le rétablissement de l'ordre, la certitude nous est donnée de la prospérité publique; car le Roi, notre élu, Lafayette, Dupont (de l'Eure), Odillon-Barrot, nos amis et les vôtres, se sont engagés, sur l'honneur, à l'organisation complète de la liberté qu'on nous marchandait, et qu'en juillet nous avons payée comptant.

Concitoyens! conservons notre patriotisme et notre sang pour combattre les ennemis de la France. Restons unis, car l'étranger menace.

Entre vous donc et les écoles, à la vie, à la mort!!!

Le peuple n'a pas de meilleurs amis que les étudiants.

Respect à la loi! Ed. BUISSEAU, étudiant en droit.

Approuvé par les écoles réunies.

Cette proclamation donna lieu à de vifs débats à la chambre des députés. Elle eut cependant devoir adresser des remerciemens aux élèves des écoles pour leur conduite au moment du procès des ministres; mais elle le fit de si mauvaise grâce que les écoles se rassemblèrent de nouveau et firent paraître les protestations suivantes :

*Protestation des élèves de l'École Polytechnique.*

23 décembre 1830.

Une portion de la Chambre des Députés a daigné voter des remerciemens à l'École Polytechnique pour des faits bien fidèlement rapportés: ces faits, nous les démentons en partie, nous élèves de l'École soussignée, et nous ne voulons pas de ces remerciemens.

Notre profession de foi est celle que les balles de juillet ont inscrite sur les murs des tyrans, qu'ont proclamée la générosité du peuple et l'ordre magique rétabli après trois jours d'un bouleversement universel; cet ordre dont nous avons compris la nécessité, et que l'on a cru voir disparaître à cause d'un dernier cri de vengeance que la générosité étouffait difficilement après tant de modération. Nous avons tous cherché hier et avant-hier à le maintenir, mais par la persuasion, en raisonnant tout franchement avec les plus émus des masses.

En écoutant des voix amies, ils ont tous entendu comme nous que les promesses faites à l'Hôtel-de-Ville ne seraient pas oubliées, que ce trône populaire avec des institutions républicaines serait une vérité.

Il faut du temps, sans doute, pour mûrir des projets; mais cinq mois se sont déjà écoulés depuis que s'est couché le soleil de juillet; chaque citoyen espère encore qu'il sera représenté dans une Chambre où l'on discute ses intérêts, il ne l'est pas encore. Ce droit naturel qu'il a dû conquérir, ce droit d'être en dans l'Etat, personne ne le lui eût disputé dans la grande semaine, puisqu'on lui reconnut celui d'être un souverain: c'est là ce qu'il réclame d'abord. Cette institution républicaine et naturelle, on la lui a promise, et il s'est encore retiré, comme à la grande soirée, calme et plein de confiance.

Trop heureux d'être auprès du peuple avec nos camarades des autres Écoles les interprètes des hommes de la liberté, nous avons parlé publiquement dans cette proclamation signée de la main des quatre élèves, au nom de leurs camarades, d'émancipation, dit-on, et cependant votée par acclamations par le grand nombre d'élèves réunis à notre École: voilà le fait.

Qu'on présente donc de nouveau le projet des remerciemens; que les mêmes députés crient une seconde fois: *Non!* et nous leur dirons: *Merci!* (Suivent les signatures.)

*Protestation de l'École de Médecine.*

Aux journées de juillet, l'école de médecine, jointe aux autres écoles, combattait contre la tyrannie. Elle a payé du sang et de la vie de quelques uns de ses membres les lois populaires et républicaines qui devaient éclore au soleil de juillet. Elle accepte et revendique la solidarité de toutes les proclamations où son nom figure, et répudie hautement les acclamations anti-nationales du centre de la chambre des députés. Nous avons voté ces proclamations, nous les votons encore: les lâches seuls désavouent leurs actions et renient leurs paroles. (Suivent les signatures.)

*Protestation de l'École de Droit.*

Les Écoles avaient été calomniées: on les accusait de vouloir se mettre à la tête des artisans de troubles, et obtenir par la force brutale les conséquences du principe consacré par notre sang.

Nous avons protesté solennellement, et nous, qui avons payé comptant la liberté où nous marchande, nous avons prêché l'ordre public, sans lequel il n'y a point de liberté! Mais l'avons-nous fait pour provoquer les remerciemens et les battemens de mains de la chambre des députés?

Non, nous avons accompli un devoir. Ah! sans doute, nous serions fiers et glorieux des remerciemens de la France; mais nous cherchons vainement la France dans la chambre des députés; et nous répudions des éloges dont la condition est le prétendu désaveu des proclamations dont nous déclarons adopter de la manière la plus absolue l'esprit et les termes. (Suivent les signatures.)

Les élèves de l'école polytechnique furent alors mis aux arrêts pour un mois par le ministre de la guerre. Ces arrêts furent cependant levés au bout de huit jours, et le premier usage qu'ils firent de leur liberté, fut de se réunir de nouveau aux écoles de droit et de médecine pour voter des adresses aux étudiants de Glasgow et aux Polonais.

Cet article a été adressé au journal *La Révolution*, par le fameux William Cobbett.

ÉTAT DE L'ANGLETERRE,

POUR SERVIR D'AVIS À LA FRANCE.

Vous entendez chaque jour parler de *mouvements* en Angleterre, et d'*incendies* allumés dans vingt-six comtés sur quarante que ce royaume contient. Ces incendies consomment les granges et autres bâtimens de fermiers; des meules ou tas de grains, d'orge, d'avoine, de fèves, de pois et de foin; et quelquefois la valeur de ces denrées dans une seule ferme s'élève à une centaine de mille francs. Vous devez croire que cet effet n'existe pas sans cause, et cette cause vous la trouverez dans l'état réel de l'Angleterre, où je vais vous dévoiler la faiblesse, l'esclavage et la misère du seul peuple heureux et libre qu'elle renferme.

Le peuple ouvrier de l'Angleterre était autrefois mieux nourri, mieux habillé, mieux logé qu'aucun peuple du monde. En des siècles antérieurs, ses droits et son bonheur faisaient l'objet principal de la législation. Pendant la domination de la religion catholique, les lois municipales intervenaient pour que les propriétés ecclésiastiques servissent en partie à secourir les indigens! Après la chute de cette croyance, lorsque l'aristocratie eut confisqué à son profit les biens de l'église, une loi passa pour assurer quelques soulagemens à la classe nécessiteuse. Cette loi célèbre, rendue dans la 43<sup>e</sup> année du règne d'Elisabeth, institua des officiers de paroisse, qui devaient lever des impositions sur les terres et les maisons, sans

autre taxe ni limite que la somme des besoins des familles incapables de subvenir elles-mêmes à leur subsistance; de telle sorte que la loi atteignant son but, il n'y eût personne en Angleterre qui souffrît de misère. Cette loi fut appelée la LOI DES PAUVRES.

Le peuple-ouvrier, et spécialement celui des campagnes, vécut très-heureux jusqu'au règne de Georges III. La guerre contre nos frères américains, qui augmenta de beaucoup le chiffre de nos taxes, opéra un grand changement en mal; le peuple commença à devenir plus pauvre qu'il ne l'avait été précédemment; mais la vie lui était encore passablement douce et meilleure que dans aucun autre pays d'Europe. Ce ne fut que la longue et coûteuse guerre contre la république française qui le réduisit à une pauvreté réelle. Avant la guerre américaine, c'était chose rare que de voir un Anglais, excepté les vieillards et les veuves, invoquer l'appui de la loi des pauvres. Cette guerre rendit cet indice de misère moins rare; mais maintenant la chose rare est de voir un ouvrier, gargon ou marié, qui puisse s'abstenir de faire un appel à la loi sur les pauvres, sous peine de mourir de faim. La preuve que la dette et les impôts ont été la cause et la seule cause de la misère, existe dans la progression concordante de la subvention accordée aux pauvres et celle de la dette des impôts. Aucun sophisme ne pourrait tenir contre des chiffres aussi concluans: le fait est palpable et la conclusion péremptoire.

PÉRIODES.	BUDGET annuel. Liv. st.	INTÉRÊT annuel de la dette. Liv. st.	SUBVENTION pour les pauvres. Liv. st.
En paix, après l'avènement de Georges IV.	7,500,000	4,200,000	2,100,000
En paix, après la guerre améri...	15,500,000	9,300,000	2,200,000
En paix, en 1830.	60,000,000	30,500,000	7,500,000

Ainsi, vous voyez comment la misère du peuple a suivi progressivement l'augmentation des taxes et de la dette. Le chiffre des taxes pour les pauvres et la mesure des misères du peuple, est d'après le tableau qui précède, vous voyez que ce peuple est sept fois plus misérable que ses aïeux. Les taxes font le peuple pauvre, la pauvreté est mère du crime, et par conséquent les prisons sont sept fois plus spacieuses qu'elles ne l'étaient à l'avènement de Georges III. Que la France y prenne garde: les mêmes causes produiront les mêmes effets; et si le système que l'on cherche à fonder dans cet état, trouvait quelque durée, la misère s'y propagerait comme cela est arrivé en Angleterre. Quand les taxes en sont venues au point qu'elles ne profitent qu'aux puissans elles créent un peuple de paresseux; elles causent une agglomération constante de la force du pays dans les mêmes mains; elles créent des monopoles de toute espèce; elles sont la cause que les juifs et les courtiers d'argent habitent des palais, pendant que l'industrie mendie à la porte. De quelque manière qu'on les emploie, les impôts ont cette tendance, mais bien plus encore quand on les destine à créer des usuriers (ou plus poliment des capitalistes), qui absorbent promptement tous les fruits de l'industrie nationale.

A mesure que le peuple travailleur devenait plus pauvre, il devenait plus immoral, et en effet il a été prouvé devant le comité de la chambre des communes, que dans plusieurs procès les prévenus n'avaient commis un crime que pour se faire jeter en prison, attendu qu'ils y étaient mieux nourris, mieux convertis, que les honnêtes ouvriers en liberté. A mesure que le peuple travailleur est devenu plus pauvre, les lois ont été plus sévères à son égard, et la fameuse loi des pauvres d'Elisabeth, institution qui devait faire la gloire de l'Angleterre, s'est vue tellement mutilée et neutralisée, qu'au lieu de se maintenir bienfaisante pour le peuple, elle l'a réduit à un état de misère difficile à dépeindre. La seule nourriture d'une grande partie de cette population se réduit, depuis longues années, au pain et aux pommes de terre; et encore est-elle insuffisante de moitié. Ils ont mangé de la viande de bétail mort de maladie, des tripes telles qu'un lord ou un courtier n'en donnerait pas à son chien; on a vu des enfans voler de la nourriture dans des loges à cochon; des milliers ont péri faute de nourriture: trois hommes ont été ramassés, au mois de mai dernier, morts sous une haie, et lorsqu'ils ont été ouverts, on n'a trouvé dans leur estomac que de l'osille sauvage, et cela à peu de milles de distance d'un immense palais qui a coûté à la fortune publique plusieurs millions de livres sterling. Autour du sol où ces malheureux sont morts de besoin, s'élevaient les maisons de plaisance des juifs ou des marchands d'argent, vivant dans la joie, au milieu de leurs jardins enchantés, toutes jouissances payées par la sueur du peuple qui exhalait à leurs portes.

Outre ces souffrances physiques, les hommes du peuple ont enduré des insultes morales, telles que les nègres eux-mêmes n'en supportent pas de pareilles. On les a harnachés, attelés comme on attèle un cheval ou un âne, et ils ont tiré la charrette ou le chariot; on les a parqués dans des enclos, comme du bétail, on les a fait travailler avec une sonnette autour du cou comme des vaches qu'on mène au pâturage, on leur a fait transporter de lourdes pierres dans les champs ou les routes, et cela à la manière des galériens et sous la verge d'un conducteur; ils ont été vendus aux enchères pour un certain tems, comme les nègres dans les Indes Occidentales; les hommes mariés ont été séparés de vive force de leurs femmes pour les empêcher de trop procréer; en un mot, point d'être vivans sur terre n'ont été traités aussi injustement, avec une insolence plus grande, une barbarie aussi coupable, que le peuple anglais durant les soixante et particulièrement durant les dix dernières années.

Tels sont, monsieur, les fruits de la dette publique et de l'agiotage! Sans ce vil système, notre nation morale et industrielle n'eût jamais été amenée à cet état de dégradation; mais comme tout mal, quand on ne cherche pas à le guérir par d'autres causes, trouve un remède infailible dans ses propres excès, ainsi, tôt ou tard, la guérison arrivera, et je vous expliquerai de quelle manière. WILLIAM COBBETT.

Nous donnerons, mercredi prochain, dans un supplément, la fin du procès des anciens ministres.



## SCIENCES.

IDÉE DES RECHERCHES FAITES JUSQU'ICI SUR LE CHOLÉRA-MORBUS DANS LES PAYS QU'IL A RAVAGÉS.

On désigne sous le nom de *choléra-morbus* une maladie connue de tout temps par les médecins, qui depuis Hippocrate jusqu'à nos jours, n'ont cessé de signaler le danger imminent qu'elle présente, la rapidité avec laquelle elle entraîne une terminaison funeste, enfin l'insuffisance trop fréquemment constatée des secours que l'art peut lui opposer. Un homme jouissant de la plénitude de la santé est pris tout à coup, sans cause connue, de vomissements terribles et d'évacuations alvines sans cesse répétées, accompagnées dès le début de douleurs atroces, et bientôt d'une faiblesse extrême, la mort survient le plus souvent dans les vingt-quatre heures qui suivent l'invasion, quelquefois même bien plus tôt. Cet homme succombe à l'affection que les auteurs désignent sous le nom de *choléra-morbus*. Cette maladie n'a jamais frappé que des individus isolés et à des intervalles assez considérables, on n'a jamais remarqué qu'elle sévit en Europe sur un grand nombre d'individus en même temps. En un mot, elle y a toujours été sporadique, et n'a jamais présenté aucun caractère qui pût la faire soupçonner d'être ni endémique ni épidémique, c'est-à-dire dépendant de modifications qui la fissent naître sur un grand nombre de personnes en même temps. On n'a jamais eu non plus dans nos climats de raison de regarder le *choléra-morbus* comme contagieux, c'est-à-dire se communiquant d'individu à individu, par le moyen d'un virus transmissible.

Il n'en a pas été de même dans différentes régions de l'Inde et dans quelques autres pays intertropicaux où le *choléra-morbus* a toujours régné d'une manière endémique, attaquant de préférence les étrangers, et paraissant acquies une augmentation notable d'activité, à certaines époques où il sévissait sur un grand nombre d'individus à la fois.

Le *choléra-morbus* endémique de l'Inde était-il le même que celui qu'on voyait de temps à autre seoir dans les climats tempérés sur des individus isolés? Malgré la ressemblance générale que présente l'ensemble des symptômes des deux affections, on ne pourrait l'affirmer. Heureusement la solution de cette question est indépendante de celles qui offrent aujourd'hui pour l'Europe un si grand intérêt.

La circonstance vraie, qui éveille avec tant de raison aujourd'hui la sollicitude de l'Europe entière, consiste en ce que le *choléra-morbus* épidémique, celui qui jusque-là avait été borné à quelques localités comprises entre les tropiques, a commencé dès l'année 1817 à sortir de ses limites accoutumées, se propageant de proche en proche, de manière à ce que dans l'espace de sept ans il s'était promené sur la totalité du continent d'Asie, depuis les Moluques jusqu'aux rivages de la Syrie, et depuis l'embouchure du Volga dans la mer Caspienne, jusqu'aux îles de France et de Bourbon dans la mer d'Afrique. Ce qui plaçait les points extrêmes de ses ravages à une distance de 1,340 lieues dans la direction du nord au sud, et de 1,900 lieues dans celle de l'est à l'ouest.

Depuis cette époque la terrible maladie s'est pour ainsi dire prononcée sur les confins de l'Europe, dans la Russie méridionale, menaçant la totalité de ce vaste empire d'une invasion qui vient enfin de se réaliser. Les dernières nouvelles de Russie nous apprennent en effet que le *choléra-morbus* s'est progressivement approché de Moscou, exerçant ses ravages sur Sinebiask, Tyartzigur, Saretaff et Pewsia; l'empereur, frappé du danger d'une de ses capitales, s'était rendu lui-même à Moscou pour présider aux mesures de précautions qui seraient jugées nécessaires, mais rien n'a arrêté la marche du mal; une lettre datée du 10 octobre annonce qu'à cette époque quelques personnes en avaient déjà été victimes. Le *Temps* a publié, dans son numéro du 5 novembre, une lettre d'une date bien plus récente, puisqu'elle est du 20 octobre, dans laquelle on annonce que le nombre des personnes atteintes de maladie regardée comme le *choléra-morbus*, avait été, du 18 septembre au 11 octobre, de 216; que sur ce nombre 76 étaient morts, et 18 seulement radicalement guéris; les 122 autres étaient encore souffrants des suites de la maladie. Telles sont les circonstances qui ont motivé la proposition du concours ouvert par le gouvernement russe sur le *choléra-morbus*. Un prix de 25,000 francs est proposé à l'auteur du mémoire couronné; cette somme ne paraît pas forte, si on fait attention à l'importance et à la difficulté extrême du sujet. Pour donner une idée de cette difficulté, il suffira de rappeler les tentatives faites jusqu'ici sur le même objet par les médecins anglais de l'Inde, qui ont observé la maladie pendant plusieurs années, et sur des milliers d'individus, tant indigènes qu'européens, les détails que nous allons donner sont puisés dans un rapport fait au conseil supérieur de santé de France, par M. Moreau de Jonnés, qui avait eu pour cet objet, à sa disposition, un grand nombre de documents officiels. Nous avons pensé qu'une indication sommaire des faits relatifs à une maladie, dont on s'occupe tant aujourd'hui, ne serait pas sans intérêt pour nos lecteurs.

En 1819, à l'époque où la maladie avait déjà pris, dans l'Inde, un caractère de persistance et de gravité, qu'elle n'avait jamais eu, deux commissions médicales instituées *ad hoc*, l'une à Calcutta, l'autre à Bombay, firent chacune de leur côté un rapport sur le fléau qui avait déjà fait plus de deux millions de victimes dans les possessions anglaises. Malheureusement ces commissions ne purent s'accorder sur les points les plus importants, et particulièrement sur le mode de propagation de la maladie. En effet, tandis que le bureau médical de Calcutta décida que rien n'autorisait à croire qu'elle fut transmissible d'individu à individu, la commission de Bombay trouva que son caractère contagieux était suffisamment établi par une foule de faits communiqués par cent médecins, qui tous avaient observé sur le théâtre de la maladie, et qui, pour la plupart, étaient attachés au service de santé de l'armée anglaise.

Les médecins de Calcutta, qui ne croyaient pas à la réalité de la contagion du *choléra-morbus*, adoptèrent momentanément, sur le mode de transmission de cette maladie, une opinion qui semble d'abord bien naturelle, qui pendant assez

long-temps se trouva confirmée par les faits; ils croyaient qu'elle était produite et propagée par les vents.

Ce fut d'abord dans le Bas-Bengale que le *choléra-morbus* prit le caractère de gravité et d'extension qui fixa l'attention des médecins de Calcutta. Or, quand en 1819 le bureau fit son rapport, on s'assura par l'inspection des tables météorologiques, que depuis 1817, époque à laquelle la maladie était devenue pour la première fois franchement épidémique dans ce pays, il y avait un changement singulier dans le cours des saisons. On reconnut que pendant les deux années qui venaient de s'écouler les vents d'est avaient prolongé extraordinairement leur durée, que l'atmosphère avait été presque constamment saturée d'humidité, et que la pluie était tombée en abondance pendant très-long-temps, sans décider si cette humidité de l'air produisit le vice dont les vents s'infectèrent, ou bien si elle fut seulement l'accessoire qui accompagna d'une manière fortuite les effets meurtriers d'un germe caché, le bureau médical insista d'une manière particulière sur l'analogie que présentait la surface du sol du Bengale depuis le redoublement d'activité du *choléra-morbus* avec celui de la Basse-Egypte, pendant l'inondation du Nil, et partit de là pour faire presumer une identité de nature entre le *choléra-morbus* et la peste.

La comparaison était appuyée sur plus d'un trait de ressemblance qu'on peut signaler entre ces deux affections. Ce qui parut surtout concluant aux médecins de Calcutta en faveur de leur opinion, c'est que la maladie s'était propagée pendant près de trois années consécutives de l'est à l'ouest; c'est-à-dire justement dans la direction qu'indiquait le règne extraordinaire et prolongé des vents d'est. Cependant les membres du bureau ne se prononcèrent pas sur la question de savoir si les vents agissaient comme véhicules directs de l'infection, l'emportant avec eux d'un lieu à l'autre, ou bien s'ils étaient seulement par l'extrême humidité qu'ils produisaient une cause d'excitation qui développait le virus dans les lieux où il existait d'avance à l'état latent.

De ces deux suppositions, la dernière est la seule qu'on pourrait encore défendre aujourd'hui: en effet, la marche de la maladie, qui depuis dix ans n'a cessé de s'étendre dans différentes directions, n'a plus offert aucun rapport constant avec la direction soit des vents d'est, soit d'aucun autre vent, le *choléra-morbus* s'est propagé du Bengale dans les pays à l'orient de cette contrée jusqu'aux Philippines et aux Moluques, au sud jusqu'aux îles de France et de Bourbon, et à l'occident jusqu'aux bords de la Méditerranée. Ajoutons que lors même que la maladie se transmet dans la direction de certains vents elle respecte souvent les lieux intermédiaires à des localités ravagées, et que d'ailleurs elle se transmet avec une lenteur qui ne s'accorde guère avec l'admission d'un agent aussi rapide que les vents. Il lui a fallu une année pour traverser la péninsule de l'Inde, trois ans pour envahir les archipels de l'Océan indien, quatre pour gagner l'entrée du golfe Persique, et sept pour atteindre les bords de la Méditerranée.

Ce qu'on doit dire des vents, on peut l'assurer avec beaucoup plus de raison encore d'une foule de causes locales et secondaires qu'on avait regardées d'abord comme étant les causes principales de la maladie; ainsi, on sait aujourd'hui qu'elle ne dépend pas des extrêmes de la température atmosphérique, puisque si elle exerce ses ravages dans les climats les plus chauds, sous une température de 33 et même 37° centésimaux on l'a vu aussi seoir sur les montagnes de l'Inde par un froid de 1°, et même de 4° au-dessus de la glace.

L'humidité n'est pas indispensable à son développement, puisqu'elle s'est montrée terrible sur les hautes montagnes du Népal, dans les mornes élevés de l'île de France, dans les sables de l'Arabie, et qu'elle a traversé les déserts du Diarbekir, et les steppes de la Tartarie.

Elle n'est pas comme on l'avait cru, dans les pays où elle se montra d'abord, le résultat d'une nourriture nuisible, telle qu'une espèce de poisson du Gange ou le riz du pays de l'Inde, etc.

Ajoutons enfin qu'elle peut attaquer également les différentes races de l'espèce humaine, l'Indou, le Chinois, le Malais, l'Arabe, le Nègre, le Turc et l'Européen, ont tous été ses victimes.

Si on ne peut rien assurer sur la cause primitive de la manifestation du *choléra-morbus* dans un pays, on peut en s'appuyant sur un grand nombre de faits incontestables indiquer, l'invasion étant une fois établie, quelles sont les causes qui favorisèrent et quelles sont celles qui pourront ralentir les progrès du mal. Ainsi on a vu constamment le *choléra-morbus* redoubler de violence dans les lieux bas et malsains, dans les villes malpropres et mal aérées, dans les provinces marécageuses, couvertes d'eaux stagnantes, sur les bords des canaux vaseux, dans les faubourgs où des populations pauvres et malpropres sont entassées.

Au contraire, ses ravages sont beaucoup moindres dans les lieux élevés, aérés, ouverts, dans les villes où les rues sont spacieuses et propres, les eaux claires et pures et les habitants peu entassés. Dans l'Indostan, pendant que les plaines éprouvaient les désastres de la maladie, les forteresses situées sur les montagnes conservaient leur salubrité. Il est vrai que plusieurs de ces places de guerre furent envahies à la fin par la maladie qui pénétra même, comme nous l'avons dit, jusque sur les plateaux de la haute chaîne du Népal. Mais ce fut seulement quand tout le plat pays eut été infecté. En général, tout prouve que le *choléra-morbus* se développe rarement dans les localités élevées et aérées, et qu'il ne s'y propage qu'avec une extrême difficulté.

Quelque soit le degré d'intensité avec lequel sévit le *choléra-morbus* dans un pays, tous les habitants ne sont pas également exposés à son atteinte. La plus puissante des causes prédisposantes est la faiblesse naturelle ou accidentelle de constitution, et par conséquent tout ce qui peut la produire, comme les mauvais aliments, les habitations ou les vêtements malsains; l'impureté, les travaux excessifs, ou les maladies antérieures, ainsi dans l'Inde les indigènes qui sont mal habillés, mal logés, ont partout été plus maltraités du *choléra-morbus* que les Musulmans; les soldats européens y ont été également moins exposés que les natifs, et dans les armées européennes les officiers l'ont été moins que les soldats; les convalescents, les ivrognes, les prisonniers, les hommes expo-

sés à la misère ont partout été frappés presque sans exception. L'expérience prouve aussi que dans un pays où règne le *choléra-morbus*, on doit se garder avec le plus grand soin des alternatives brusques du chaud et du froid, de l'action brûlante du soleil et de celle des brouillards.

Relativement aux âges et aux sexes on a observé que les femmes échappent beaucoup plus facilement que les hommes au *choléra-morbus*, à Calcutta. La proportion des hommes aux femmes fut, parmi les victimes, celle de quatre à un. Les enfants sont aussi rarement atteints de *choléra-morbus*, et lui échappent presque toujours. Lorsque la maladie reparait dans un lieu qu'elle a déjà visité, sa violence est pour l'ordinaire beaucoup moindre que dans sa première irruption, et si l'on excepte des cas très rares et même douteux, il n'attaque jamais deux fois le même individu.

Relativement à la question la plus importante, celle qui consiste à savoir si la maladie est contagieuse ou non, on ne peut se dissimuler que les documents recueillis dans l'Inde l'ont malheureusement laissée tout à fait insoluble. Les médecins de Calcutta, comme nous l'avons dit, n'admettent pas la contagion du *choléra-morbus*, tandis que ceux de Bombay ne doutent pas que cette affection n'ait la funeste propriété de se transmettre d'un homme malade à un homme sain, et d'être portée d'un lieu dans un autre par les voyageurs et les marchandises. On peut faire remarquer cependant que le bureau médical de Calcutta est convaincu que la maladie, quoique non transmissible par le contact d'une personne à une autre, le devient par celui de deux masses considérables d'hommes; c'est ainsi que des corps de troupes atteints du *choléra-morbus* ont évidemment communiqué cette maladie à d'autres corps jusque là très sains auxquels ils ont été réunis.

La question si importante et si embrouillée de la contagion va donc sans doute être agitée pour le *choléra-morbus* comme elle l'a été pour la fièvre jaune, et il est à craindre que les médecins d'Europe ne se montrent pas plus d'accord qu'ils ne l'ont été relativement à cette dernière maladie. Pour nous, nous sommes convaincus que dans l'état actuel des choses aucune solution positive du grand problème qui nous occupe, ne peut être donnée. Bornons-nous à faire remarquer que les médecins de Calcutta eux-mêmes ont reconnu, en traitant avec le plus grand soin l'itinéraire de la maladie dans toute l'étendue de la péninsule indienne, qu'elle s'est constamment étendue en suivant les grands cours d'eau, remontant ou descendant les fleuves et les rivières, s'avancant exclusivement sur l'une ou l'autre de leurs rives, quelquefois sur les deux ensemble. Cette circonstance qui se retrouve dans les irruptions de la fièvre jaune semble indiquer que, comme cette maladie le *choléra-morbus* pestilentiel trouve des circonstances favorables à son développement dans l'évaporation des eaux fluviales, leurs brouillards et leurs marais: il y a lieu de croire aussi que la population plus condensée des vallées favorise ses progrès.

Les partisans de la contagion voient dans cette circonstance un argument d'autant plus puissant en faveur de leur opinion, qu'il est fourni par des médecins qui ne la partagent pas. « Le *choléra morbus*, dit M. Moreau de Jonnés dans son rapport au conseil supérieur de santé, s'étend de proche en proche par les communications, remontant les fleuves, et pénétrant dans les provinces les plus reculées au moyen de la navigation intérieure, suivant les armées dans leur marche, les Indiens dans leurs pèlerinages, les bâtiments de guerre et de commerce dans leurs expéditions, et traversant les mers avec les navigateurs, les déserts avec les caravanes, et les chaînes de montagnes avec les voyageurs et les fuyards. »

La nature des mesures prises par le gouvernement russe prouve qu'il agit dans la supposition où le *choléra-morbus* serait contagieux. Jusqu'à solution bien évidente de la question, la prudence exige que cet exemple soit suivi partout.

Mais a-t-on des motifs sérieux de craindre pour l'Europe? Sans doute, en ne considérant que l'étendue des pays traversés, il semblerait naturel de penser qu'une maladie qui s'est avancée sur un espace de 1900 lieues de l'est à l'ouest; de 1400 lieues du midi au nord, pourra bien franchir les 7 ou 800 lieues qui nous séparent de Moscou. Mais la distance n'est pas le seul élément à considérer dans une pareille question; un premier motif de sécurité, et le plus puissant de tous, doit être puisé dans la rigueur des hivers: en Russie, le *choléra-morbus* cesse constamment d'agir pendant la saison froide.

Il est vrai que jusqu'ici son germe s'est réveillé avec le retour de la chaleur; mais jusqu'ici aussi, elle n'a été soumise nulle part à un froid aussi intense et aussi soutenu que celui qui purifie tous les ans l'air de Moscou, de Saint-Petersbourg, pendant sept mois entiers. Le virus, dans de pareils climats, au lieu de sommeiller seulement, sera sans doute entièrement détruit, et dès lors la maladie ne pourrait repaître l'été prochain au cœur de la Russie, qu'autant qu'elle y serait apportée de nouveau des pays plus méridionaux. Or, si en ainsi, cette seconde importation sera neutralisée comme la première par les froids de l'hiver, qui détermineront la limite sur laquelle la maladie viendra expirer.

Ajoutons que si la maladie, prenant une autre route, n'était pas arrêtée par la rigueur prolongée des froids, il y a lieu d'espérer qu'elle pourrait l'être par la police sanitaire des états Européens, et que, malgré la densité de la population, elle ne traverserait pas les pays bien civilisés aussi facilement que les régions, où l'ignorance et l'insouciance des habitants les éloignent de toute précaution hygiénique, où la maladie, libre de toute entrave, a pu se propager et se répandre sans difficulté.

## LITTÉRATURE.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE, in-18, par M. FAYOT, (à douze sous le volume).

Nous extrayons un fragment du dernier volume de cette histoire de France, écrite pour le peuple et improvisée en quelque sorte, puisqu'il y a nécessité pour l'auteur de publier un volume tous les quinze jours. Malgré sa rédaction expéditive, cette histoire est distinguée par un style net et nerveux, par une élégance simple, résultat qui a été facile à l'auteur, et comme recueilli à course de plume. Ce fragment est détaché



d'un chapitre de quinze ou seize pages, placé naturellement à la suite d'un tableau de l'organisation de l'ancien grand-duché de Pologne. L'auteur y retrace une élection du roi polonais.

Il est facile de s'expliquer l'effet tout électrique que produisait sur ce peuple enthousiaste de la liberté, doué d'un esprit vif, ouvert aux généreuses pensées, aux éblouissantes images, les imposantes cérémonies des diètes où était élu le chef de l'état. Les diètes rappelaient les comices des Romains, les anciens champs de mai. Le lieu de l'élection était tracé près du village de Wola en pleine campagne, à peu de distance de Varsovie. Il était entouré d'un fossé et d'un rempart; on y avait pratiqué trois portes: la première avait sa direction vers l'orient pour la Grande-Pologne, la seconde donnait au midi pour la Petite-Pologne, et la troisième vers l'occident pour la Lithuanie.

On construisait à l'approche d'une élection un édifice de bois nommé *schopa*, où venait siéger le sénat: les nonces, en corps, se tenaient en dehors de cet édifice, et le lieu de leur assemblée s'appelait *kolo*, c'est-à-dire cercle.

La nation noble était rangée dans le camp, d'après ses palatinats respectifs.

L'appareil tout guerrier de cette solennité, ces foules de gentilshommes couverts d'armures brillantes, montés sur les plus beaux coursiers, les étendards des palatinats levés dans les airs, des ambassadeurs des plus puissantes monarchies européennes se présentant au milieu de cette grande foule pour recommander leurs candidatures, les nonces, les sénateurs, tous à cheval, allant solliciter les suffrages, les éclairer, les rallier, tandis que l'archevêque de Cracovie, assisté du clergé dans toute sa pompe catholique, implorait Dieu pour que la sagesse et la justice présidassent à l'élection, pour que la république affirmât ses antiques libertés et ses barrières; tout ce tableau devait émouvoir, séduire cette nation si accessible aux grandes émotions publiques, et relever partout la dignité personnelle. Par intervalle, on eût pu dire que le génie des anciennes républiques et celui de la chevalerie repassaient sur le vieux sol de la Pologne.

Les beaux-arts n'ont produit chez cette nation distinguée que quelques fruits rares, et à vrai dire, ils n'y ont point brillé. Les cieux du Nord ne favorisent point leur développement: tout y manque à l'artiste, à son génie: une atmosphère vive et pure; ces beaux aspects qui récréent les yeux, une civilisation perfectionnée, tout ce qui exalte les facultés humaines. Les tableaux, les statues qui ornent les châteaux des grandes familles ont été exécutés en Italie et en France. La magnificence tout orientale et le goût éclairé qui règnent dans ces nobles demeures les font rechercher avec empressement.

Les lettres et les sciences ont jeté de l'éclat dans cette nation; la poésie et l'éloquence y ont laissé des essais et de beaux souvenirs.

— Présentons à présent le tableau de l'élection du roi en 1573.

L'élection de Henri III de Valois, lorsque Charles IX régnait encore, élection dans laquelle les lois vitales de la Pologne reçurent une rédaction et une consécration nouvelles, sous le nom de *Pacta conventa*, offrit le spectacle le plus animé et le plus en rapport avec l'imagination des anciens Polonais.

Dans ces assemblées, dans ces luttes légales pour remplir la vacance du trône, la couronne sera le prix du plus spirituel, du plus éloquent et du plus national des orateurs.

Ces cent mille gentilshommes forment la nation: cette nation est une des plus éclairées, des plus braves de l'Europe. Ses rangs inférieurs sont composés des gentilshommes pauvres, les égaux pourtant des riches lorsqu'il s'agit de droit politique et souverain, lorsqu'il s'agit de donner une couronne.

Nos diplomates du seizième siècle sont arrivés l'épée au côté sur le théâtre de l'élection, dans le champ de Wola. L'objet de cette assemblée est d'élire un roi: — Il est visible qu'ils se préparent à parler, et qu'ils attendent le silence, au milieu des mille bruits des armes agitées dans cette foule qui bouillonne, qui est impatiente de se donner un nouveau chef. Le candidat, celui qui est présenté avec le plus d'appui visible, est un prince de la maison de Valois, qui n'est connu encore que par quelques affaires de guerre très honorables, Jarnac, Moncontour.

Je vais presser les faits.

— Montluc, évêque de Valence, esprit supérieur et séduisant, né en quelque sorte pour parler dans les armées, parce qu'il a besoin d'être à l'âme assez trempée pour affronter l'orage, se présente devant toutes ces lignes d'épées, est l'orateur de la candidature française. La scène a lieu aux portes de Varsovie. Montluc saura toucher l'imagination de ces vieux et jeunes gentilshommes qui, avec le souffle de la vie et le feu du courage, ont reçu au berceau le droit de conférer à un compagnon d'armes de leur choix, ou à un gentilhomme étranger, une magnifique couronne slave; et de la briser ensuite si, par son influence et sa force, on attendait à la liberté nationale. L'impression qui s'est répandue sur tous les visages annonce que les cœurs battent avec vivacité; toutes les épées sont tirées, les trompettes se font entendre dans les cercles; puis le bruit diminue, cesse, et les assistants écoutent avec une émotion religieuse.

Montluc prend la parole. — La sienne est facile et forte, pleine de ruse, de vivacité et de coloris, faite pour saisir ces esprits guerriers. Aussi immédiatement le charme qui la distingue et la conviction apparente de l'orateur gouvernent l'assemblée. — Dans des traits soudains, enflammés, rassemblés habilement, il représente les besoins présents de la république. C'est un homme d'état qu'il signale ces besoins: il indique généralement les moyens de les satisfaire. Il argumente pour mener à ses raisons toute conviction; il attache, frappe et remue.

Ici, il insiste sur la similitude qui existe entre les gentilshommes de la Pologne et l'illustre gentilhomme qu'il propose: des détails intéressants sont donnés: c'est une biographie du candidat qu'il énonce, rapprochée d'un tableau général des Polonais. Ce rapprochement, qui ne présente d'exactitude que dans une première vue, produit beaucoup d'effet. Un

murmure de satisfaction passe dans tous les palatinats; les épées, les drapeaux sont agitées: et remarquez que, pour gouverner cette multitude d'esprits si fiers de leur nationalité, l'orateur s'est fait une élocution polonaise, qu'il a porté ses ardentes paroles sur des sentiments qui plaisent à tous, qu'il a saisi des images éblouissantes, ébranlé ainsi des âmes inégales en force ou en illusions; jeunes et aimantes, énergiques ou grandes, mais toutes éprises de liberté. Remarquez encore qu'il a rendu plus vivante la foi aux vieilles lois, aux croyances, et aux vérités nationales!

Ce discours, jeté au milieu des cohortes, est en partie une improvisation; l'autre partie se compose de plusieurs portions qui ont été préparées, mais en peu d'instants et à quelques heures de distance du moment de parler de cette séance, et elles sont corrigées par les impressions qui se répandent successivement dans la foule.

Dans cette armée d'électeurs et de gentilshommes, parmi ces hommes les plus loyaux et les plus fiers de l'Europe, à un geste fréquent, on s'aperçoit que Montluc oublie quelquefois son caractère, et qu'il cherche une poignée d'épée dans les plis de sa robe. L'immense auditoire suit, avec un vif et profond intérêt, ce drame rempli par un seul homme, par un prêtre, un orateur en face d'une nation sous les armes! — Comme elles écoutent ces figures jeunes et expressives, douces et terribles! L'émotion la plus pénétrante est passée sur tous les visages, et dans la marche, et dans la progression de ces flots pressés d'une chaleureuse élocution; les diversités d'opinions se taisent et se réunissent, les différences de vues se confondent et s'effacent dans une idée générale. Le vote est appelé presque aussitôt. L'assemblée va donner son suffrage, l'épée haute et dans la position d'âme où elle est jetée, malgré l'énergique opposition et les harangues des adversaires de la candidature présentée par Montluc, malgré le récent et sanglant fantôme de la Saint-Barthélemy, évoqué contre l'élection de Valois. La diète cède de toutes parts à l'éloquence de l'évêque de Valence. Le jeune Henri va être nommé, car bien qu'il soit né au pied d'un trône où le sang le plus pur fume encore, après avoir été lâchement versé, Henri est resté étranger à ces crimes. — Les épées s'inclinent en signe d'assentiment; voilà une élection au trône de Pologne. À chaque pas, l'histoire de ce vaste pays présente cette physionomie dramatique et animée. Ainsi la Pologne n'avait vécu que dans les orages.

#### NÉCROLOGIE.

##### MADAME DE GENLIS.

Madame de Genlis est morte presque subitement à l'âge de 85 ans, le dernier jour de l'année qui vient de finir. Elle se nommait Stéphanie-Félicité-Duerost de Saint-Aubin, d'une famille noble d'Antin. Plus favorablement traitée par la nature que par la fortune, son esprit, ses grâces et un talent marqué pour la musique la firent rechercher dans les sociétés élégantes de son temps. Elle dut à un hasard heureux l'avantage de former une union qui lui donna un rang distingué dans le monde et la rapprocha de la maison d'Orléans. Une lettre de Mlle Duerost tomba entre les mains du comte de Genlis, gentilhomme bourguignon, de la cour de M. le duc de Chartres (le père du roi actuellement régnant). Cette lettre écrite spirituellement devint le prétexte des premiers rapports qui s'établirent entre eux et qui aboutirent au mariage. Par cet établissement, madame de Genlis devenait nièce de madame de Montesson, unie elle-même au duc d'Orléans d'alors par un mariage qu'on disait secret, parce qu'il n'était point avoué à la cour, mais qui du reste n'était ignoré de personne. Le duc de Chartres vit madame de Genlis chez madame de Montesson. Ce prince était lui-même un homme fort à la mode, amoureux de toutes sortes d'innovations, soit importées de l'Angleterre, soit imaginées par les philosophes et les politiques de l'époque.

Madame de Genlis était donnée, dans le monde où elle vivait, comme le modèle accompli du savoir-vivre et du bon goût, unis, disait-on, à l'esprit philosophique et à une science solide et variée. Le duc de Chartres le crut ainsi; il confia à madame de Genlis l'éducation de ses trois fils et de sa fille, avec le titre de gouvernante, dont la bizarrerie, appliquée à une femme, déplut à Louis XVI et fit sourire le public.

Installée au Palais-Royal dans sa nouvelle qualité, madame de Genlis composa, afin de justifier le choix qu'on avait fait d'elle pour instruire des enfants du premier prince du sang, une foule d'ouvrages d'éducation qui durent à la position de leur auteur une grande partie du succès passager qu'ils obtinrent: *Adèle et Théodore*, *les Veillées du Château*, *les Annales de la vertu*, *le Théâtre d'éducation*, sont de cette époque. Ces livres que nos enfants ne liront pas offrent le reflet trop exact de la morale facile, et de l'instruction superficielle du monde, présentées sous un léger vernis d'esprit agréable et de diction élégante. Aucune qualité forte, aucun mérite sérieux ne les distinguent; rien de naïf, de profond, d'original, n'en altère la légère monotonie.

Cependant la révolution de 1789 éclata. Elle fut embrassée, comme on sait, au Palais-Royal, et Mme. de Genlis n'eut garde de ne point se mettre à la mode de son logis. Elle afficha les cocardes et les rubans tricolores; elle fréquenta les clubs; et son mari, connu désormais sous le nom de Sil-lery, vint grossir dans la Convention les rangs des Girondins, comme il partagea leur échafaud. Cette époque de la vie de Mme. de Genlis a été l'objet de vives critiques de la part des royalistes, qui l'ont accusée d'avoir compromis ses élèves en les engageant dans la révolution. Ce reproche se fût trouvé peu inquietant, s'il eût été accepté avec franchise et avoué avec orgueil; mais il embarrassait beaucoup Mme. de Genlis, royaliste et dévote, qui s'en défendit mal et gauchement.

Après un premier voyage en Angleterre, où elle avait été conduite par Pétion, Mme. de Genlis se rendit en Belgique à l'époque de la première campagne de Dumouriez, accompagnant Mlle. d'Orléans, et suivant d'assez près M. le duc de Chartres (le roi régnant).

De la Belgique, Mme. de Genlis passa en Suisse au couvent de Saint-Claire, à Bremgarten, avec Mlle. d'Orléans, qui

peu après se sépara d'elle, pour aller rejoindre sa tante, Mme. la princesse de Conti, à Fribourg. Des désagréments de police et de société, venus toujours du côté des émigrés, engagèrent Mme. de Genlis à voyager en Allemagne. Elle se fixa aux environs de Hambourg, où se trouvait alors une colonie d'émigrés français, la plupart amis de la constitution de 1791, proscrits le 10 août: Lafayette, Mathieu Dumas, les Lameth, ou des hommes de talent et d'esprit de diverses nuances, Rivarol, Mallet-Dupon, Monnier, etc. Ce séjour était plus tenable, et Mme. de Genlis y publia le *Précis de sa conduite durant la révolution*, qui est un document curieux à parcourir. A Hambourg, elle maria sa nièce, Mlle. de Sercey, avec un estimable négociant de cette ville, M. Mathiessen.

Depuis sa rentrée en France, les libéralités de la maison d'Orléans vinrent la chercher dans sa retraite; et néanmoins, des habitudes indomptables de prodigalité laissaient toujours autour de cette dame des apparences de gêne, dont il était facile de s'apercevoir. On doit remarquer d'ailleurs, que ni depuis la restauration, ni depuis la révolution, Mme. de Genlis n'a paru au Palais-Royal, ni n'a reçu publiquement du moins, la visite de ses augustes hôtes.

Parmi les romans de Mme. de Genlis, sa petite nouvelle historique de *Mademoiselle de Clermont*, nous paraît devoir obtenir la palme. C'est, dit Chénier, un roman fort joli d'un bout à l'autre. La brièveté en est le moindre mérite. Les caractères sont tracés avec une vérité charmante; là, ni incidents recherchés, ni déclamations prétendues religieuses; action simple, style naturel, narration animée, intérêt toujours croissant; voilà ce qu'on y trouve, on croirait lire un ouvrage posthume de Mme. de Lafayette.

Madame de Genlis, dit un critique, a prodigieusement écrit, et s'est exercée dans mille genres fort divers, depuis la pièce fugitive jusqu'à la lourde composition par ordre alphabétique, depuis le roman poème, jusqu'au traité d'économie domestique, jusqu'au recueil de procédés culinaires. Elle a écrit pour l'éducation des princes et pour celle des laquais; elle a donné des conseils au trône et tracé des préceptes à l'antichambre. Si l'on rapproche de cette grande variété d'écrits la diversité non moins extraordinaire de ses talents et les merveilles de son industrie depuis les plus jolies corbeilles d'osier jusqu'aux perruques à la brigadière, on sera convaincu de ses titres à l'universalité. Nous ne dirons pas avec l'impitoyable Rivarol, « que le ciel refusa la magie du talent à ses productions, comme le charme de l'innocence à sa jeunesse, » et nous reconnaitrons qu'il y a un mérite d'élégance et de correction dans les compositions de Mme. de Genlis. Nous ajouterons même que plusieurs ne sont pas dépourvues de l'intérêt qui peut résulter de situations ingénieusement combinées. Mais il ne faut pas y chercher cette expression fortement dramatique qui tient à la vive intelligence et à la peinture fidèle des passions du cœur humain. Le don sublime d'une imagination créatrice et d'un esprit profondément observateur, cette réunion de facultés du premier ordre, a totalement manqué à madame de Genlis. Ayant beaucoup vécu dans le monde, imbu de ses idées et de ses préjugés, elle a puisé dans le monde toutes les couleurs dont elle a chargé sa palette, et l'a pris tout ensemble pour modèle et pour maître. Elle a su en saisir les ridicules, en distinguer avec finesse les nuances, et surtout en deviner avec sagacité toutes les perfidies. Mais, hors de ce monde de convention, madame de Genlis n'a rien su comprendre, ni peindre, et elle semble n'avoir jamais scruté les passions de l'homme qu'à travers la veste brodée de Louis XV, et n'avoir jamais contemplé le spectacle de la nature qu'à travers les persiennes du pavillon de Belle-Chasse. Son impuissance et sa faiblesse se montrent surtout dans les romans prétendus historiques, où d'autres siècles se reproduisent sous les mêmes formes et avec le même langage que celui au milieu duquel madame de Genlis a vécu. (Le Temps.)

#### POÉSIE.

##### CONTRE LA PEINE DE MORT.

Au peuple le 19 octobre 1830.

PAR M. A. DE LAMARTINE.

Non, le dieu qui trempa mon âme  
Dans des torrents de force et de virilité,  
N'eût pas mis dans un cœur de femme  
Cette soif d'immortalité.  
Que l'autel de la peur serve d'asile au lâche,  
Ce cœur ne tremble pas aux coups sourds d'une hache,  
Ce front levé ne pâlit pas !  
La mort qui se trahit dans un signe farouche  
En vain, pour m'avertir, met un doigt sur sa bouche ;  
La gloire sourit au trépas.

Il est beau de tomber victime  
Sous le regard vengeur de la postérité  
Dans l'holocauste magnanime  
De sa vie à la vérité !  
L'échafaud pour le juste est le lit de sa gloire :  
Il est beau d'y mourir au soleil de l'histoire,  
Au milieu d'un peuple éperdu !  
De léguer un remords à la foule insensée,  
Et de lui dire en face une mâle pensée,  
Au prix de son sang répandu.

Peuple, dirais-je, écoute ? et juge !  
Oui, tu fus grand, le jour où du bronze effronté  
Tu le couvris comme un déluge  
Du reflux de la liberté !  
Tu fus fort, quand pareil à la mer écumante,  
Au nuage qui gronde, au volcan qui fermente,  
Noyant les guerles du canon,  
Tu bouillonnais, semblable au plomb dans la fournaise,  
Et roulais furieux sur les plages anglaises  
Trois couronnes dans ton lion !



Tu fus beau, tu fus magnanime,  
Le jour où, recevant les balles sur ton sein,  
Tu marchais d'un pas unanime  
Sans autre chef que ton tocsin ;  
Où n'ayant que ton cœur et tes mains pour combattre,  
Relevant le vaincu que tu venais d'abattre,  
En l'emportant tu lui disais :  
Avant d'être ennemis, le pays nous fit frères ;  
Livrons au même lit les blessés des deux guerres ;  
La France couvre le Français !

Quand dans ta chétive demeure,  
Le soir, noirci du feu, tu rentrais triomphant  
Près de l'épouse qui te pleure,  
Du berceau nu de ton enfant !  
Tu ne leur présentais pour unique dépouille  
Que la goutte du sang, la poudre qui te souille,  
Un tronçon d'arme dans ta main ;  
En vain l'or des palais dans la boue étincelle,  
Fils de la liberté, tu ne rapportais qu'elle :  
Seule elle assaisonnait ton pain !

Un cri de stupeur et de gloire  
Sorti de tous les cœurs monta sous chaque ciel,  
Et l'écho de cette victoire  
Devint un hymne universel.  
Moi-même dont le cœur date d'une autre France,  
Moi, dont la liberté n'allait pas l'enfance,  
Rougeant et fier à la fois,  
Je ne pus retenir mes bravos à tes armes,  
Et j'applaudis des mains, en suivant de mes larmes  
L'innocent orphelin des rois !

Tu reposais dans ta justice  
Sur la foi des sermens conquis, donnés, reçus ;  
Un jour brise dans un caprice  
Les nœuds par deux règnes tissés !  
Tu t'élançais bouillant de honte et de délire,  
Le lambeau mutilé du gage qu'on déchire  
Reste dans les dents du lion.  
On en appelle au fer ; il l'absout ! Qu'il se taise  
Celui qui jetterait ou la pierre ou le glaive  
A ton jour d'indignation !

M. de Lamartine, après une peinture animée des horreurs révolutionnaires, termine par cette apostrophe qu'il suppose adressée au peuple par les siècles :

« Peuple, dit-on, ouvre une ère  
« Que dans ses rêves seuls l'humanité tenta.  
« Proscrivis des codes de la terre  
« La mort que le crime inventa !  
« Remplis de ta vertu l'histoire qui la nie,  
« Réponds par tant de gloire à tant de calomnie !  
« Laisse la pitié respirer !  
« Jette à tes ennemis des lois plus magnanimes,  
« Ou si tu veux punir, inflige à tes victimes  
« Le supplice de l'admirer !

« Quitte enfin la sanglante ornière  
« Où se traîne le char des révolutions,  
« Que ta halte soit la dernière  
« Dans ce désert des nations ;  
« Que le genre humain dise en bénissant tes pages ;  
« C'est ici que la France a de ses lois sauvages  
« Fermé le livre ensanglanté ;  
« C'est ici qu'un grand peuple, au jour de la justice,  
« Dans la balance humaine, au lieu d'un vil supplice,  
« Jeta sa magnanimité. »

Mais le jour où le long des fleuves  
Tu reviendras, les yeux baissés sur tes chemins,  
Suivi, maudit par quatre veuves,  
Et par des groupes d'orphelins,  
De ton morne triomphe en vain cherchant la fête,  
Les passans se diront en détournant la tête :  
Marchons, ce n'est rien de nouveau !  
C'est, après la victoire, un peuple qui se venge ;  
Le siècle en a menti ; jamais l'homme ne change :  
Toujours, ou victime, ou bourreau !

## MÉLANGES.

### LES DEUX RÊVES.

Bodard de Sainte-Jame, trésorier de la marine, était en 1786, celui des financiers de Paris dont le luxe excitait l'attention et les caquets de la ville. A cette époque, il faisait construire à Neuilly sa célèbre folie, et sa femme achetait, pour couronner le dais de son lit, une garniture de plumes dont le prix avait effrayé la reine. Alors il était bien plus facile qu'aujourd'hui de se mettre à la mode et d'occuper tout Paris.

Bodard possédait le magnifique hôtel de la place Vendôme, que le fermier-général Dangé avait, depuis peu, quitté par force. Ce célèbre épicurien venait de mourir, et le jour de son enterrement, M. de Bièvre, son intime ami, avait trouvé matière à rire en disant qu'on pourrait maintenant passer par la place Vendôme sans danger. Cette allusion au jeu d'enfer qu'on jouait chez le défunt fut toute son oraison funèbre. L'hôtel est celui qui fait face à la chancellerie.

Pour achever en deux mots l'histoire de Bodard, c'était un pauvre homme. Il fit une faillite de quatorze millions après celle du prince de Guéméné ; et la maladroite qu'il mit à ne pas précéder la sérénissime banqueroute, pour me servir de l'expression de Lebrun-Pindare, fut cause qu'on ne parla même pas de lui. Il mourut, comme Bourvalais, Bouret et tant d'autres, dans un grenier.

Madame de Sainte-Jame avait pour ambition de ne recevoir chez elle que des gens de qualité, vieux ridicules toujours nouveaux. Pour elle, les mortiers du parlement étaient déjà fort peu de chose, et il lui fallait dans ses salons des personnes riches qui eussent au moins les grandes entrées à Versailles.

Dire qu'il vint beaucoup de cordons bleus chez la jolie financière, ce serait mentir ; mais il est très-certain qu'elle avait réussi à obtenir les bontés et l'attention de quelques membres de la famille de Rohan, comme le prouva, par la suite, le trop fameux procès du collier.

Un soir, c'était, je crois, le 2 août 1786, je fus très-surpris de rencontrer dans le salon de cette trésorière, si prude à l'endroit des preuves, deux nouveaux visages qui me parurent assez mauvaise compagnie. Elle vint à moi dans l'embrasure d'une croisée où j'avais été me nichier avec intention.

— Dites-moi donc, lui demandai-je en lui désignant d'un coup-d'œil interrogatif l'un des inconnus, quelle est cette espèce-là ? Comment avez-vous cela chez vous ?

— C'est un homme charmant !...

— Le voyez-vous à travers le prisme de l'amour, ou me trompez-vous ?

— Vous ne vous trompez pas, reprit-elle en riant, il est laid comme une chenille ; mais... il m'a rendu le plus immense service qu'une femme puisse recevoir d'un homme.

Comme je la regardais malicieusement, elle se hâta d'ajouter : — Il m'a radicalement guérie de ces odieuses rougeurs qui me couvraient le teint et me faisaient ressembler à une paysanne.

Je haussai les épaules avec humeur : — C'est un charlatan ! m'écriai-je.

— Non, répondit-elle, c'est le chirurgien des pages. Il a beaucoup d'esprit, je vous jure, et d'ailleurs il écrit. C'est un savant physicien.

— Si son style ressemble à sa figure... repris-je en souriant. — Mais l'autre ?

— Qui ?... l'autre.

— Ce petit monsieur pincé, propre, poupin, et qui a l'air d'avoir bu du verjus.

— Mais c'est un homme bien né, me dit-elle. Il arrive de je ne sais quelle province. Il est chargé de terminer une affaire qui concerne le cardinal, et c'est Son Eminence elle-même qui l'a présenté à M. de Sainte-Jame. Ils ont choisi tous deux Sainte-Jame pour arbitre. En cela, le provincial n'a pas fait preuve d'esprit, mais aussi, quels sont les gens assez niais pour confier un procès à cet homme-là. Il est doux comme un mouton et timide comme une fille. Son Eminence l'amadou, car il s'agit, je crois, de trois cent mille francs.

— Mais c'est donc un avocat ?... dis-je en faisant un léger haut-le-corps.

— Oui, dit-elle. Puis, confuse de cet humiliant aveu, elle alla reprendre sa place au pharaon.

Toutes les parties étaient complètes. Or je n'avais rien à faire ni à dire, car je venais de perdre deux mille écus contre M. de Laval, avec lequel je m'étais rencontré chez une impure. J'allai me jeter dans une voluptueuse bergère placée auprès de la cheminée. S'il y a eu sur cette terre un homme bien étonné, ce fut moi, en apercevant que, de l'autre côté du chambranle, j'avais pour vis-à-vis le contrôleur-général. M. de Calonne paraissait assoupi et livré à toutes les jouissances négatives de la digestion. Quand je le montrai par un geste à Beaumarchais qui venait à moi, le père de Figaro, ou Figaro lui-même, m'expliqua ce mystère sans mot dire. Il m'indiqua tour à tour ma propre tête et celle de Bodard, par un geste assez malicieux. Mon premier mouvement fut de me lever pour aller dire quelque chose de piquant à Calonne, mais je restai ; d'abord parce que je songeai jouer un tour à ce prestole et, ensuite, Beaumarchais m'avait un peu trop familièrement arrêté de la main ; puis, clignant des yeux pour m'indiquer le contrôleur, il me dit en murmurant : — Ne le réveille pas... l'on est trop heureux quand il dort.

— Mais c'est aussi un plan de finance que le sommeil...

— Certainement ! nous répondit l'homme d'état qui avait deviné nos paroles au seul mouvement des lèvres.

— Monseigneur, dit le dramaturge, j'ai un remerciement à vous faire...

— Et pourquoi ?

— M. de Mirabeau est parti pour Berlin. Je ne sais pas si, dans cette affaire des eaux, nous ne nous serions pas noyés tous deux.

— Vous avez trop de mémoire et pas assez de reconnaissance... répliqua sèchement le ministre, fâché de voir divulguer l'un des secrets devant moi.

— Cela est possible, dit Beaumarchais piqué au vif, mais j'ai des millions... M. de Calonne feignit de ne pas entendre.

Il était minuit et demi quand les parties cessèrent. L'on se mit à table. Nous étions dix personnes, Bodard et sa femme, le contrôleur-général, Beaumarchais, les deux inconnus, deux jolies dames dont je tairai les noms, et un fermier-général, appelé, je crois, Lavoisier. De trente personnes que je trouvais dans le salon en y entrant, il n'était resté que ces dix convives, et encore les deux espèces ne soupèrent-elles que d'après les instances de madame de Sainte-Jame, qui crut s'acquitter avec l'un en lui donnant à manger, et qui, peut-être invita l'autre pour plaire à son mari, auquel elle faisait des coquetteries, je ne sais trop pourquoi. Le souper commençait à être ennuyeux à mort. Ces deux gens et le fermier-général nous gênaient. Alors je fis un signe à Beaumarchais pour lui dire de griser le fils d'Esculape qu'il avait à sa droite, et je lui donnai à entendre que je me chargeais de l'avocat. Comme il ne nous restait plus que ce moyen-là de nous amuser, et qu'il nous promettait de la part de ces deux hommes une ample moisson d'impertinences dont nous nous amusions déjà, M. de Calonne sourit à mon projet. En deux secondes, les trois dames trempèrent dans notre conspiration bachique. Elles s'engagèrent par des ceillades très-significatives à y jouer leur rôle, et le champagne couronna plus d'une fois les verres de sa mousse argentée. Le chirurgien fut assez facile ; mais au troisième verre que je lui versai, mon voisin me dit avec la politesse froide d'un usurier qu'il ne boirait pas davantage.

En ce moment madame de Sainte-Jame nous avait mis, je ne sais par quel hasard de la conversation, sur le chapitre des merveilleux soupers du comte de Cagliostro. Je n'avais pas l'esprit trop présent à ce que disait la maîtresse du logis, car, depuis la réponse qu'il m'avait faite, j'observais avec une in-

vincible curiosité la figure mignarde et blême de mon voisin. Son nez était à la fois camard et pointu, ce qui, par moment, le faisait ressembler à une fourme. Tout à coup ses joues se colorèrent en entendant madame de Saint-Jame dire à M. de Calonne d'un ton impérieux :

— Mais je vous assure, monsieur, que j'ai vu la reine Cléopâtre...

— Je le crois, madame, car moi, j'ai parlé à Catherine de Médicis...

— Oh ! oh ! s'écria M. de Calonne.

Les paroles prononcées par le petit provincial le furent d'une voix qui avait une indéfinissable sonorité, s'il est permis d'emprunter ce terme à la physique. Cette soudaine clarté d'intonation chez un homme qui avait jusque là très-peu parlé, toujours très-bas et avec le meilleur ton possible, nous surprit au dernier point.

— Mais il parle... s'écria le chirurgien, que Beaumarchais avait mis dans un état satisfaisant.

— Son voisin aura poussé quelque ressort, répondit le satirique.

Mon homme rougit légèrement en entendant ces paroles, quoiqu'elles n'eussent été que murmurées.

— Et comment était la feue reine ? demanda Calonne.

— Je n'affirmerais pas que la personne avec laquelle j'ai soupé hier fût Catherine de Médicis elle-même, car ce prodige doit paraître justement impossible à un chrétien aussi bien qu'à un philosophe, répliqua l'avocat en appuyant légèrement l'extrémité de ses doigts sur la table et en se renversant sur sa chaise comme s'il devait parler long-temps, mais je puis jurer que cette femme ressemblait autant à Catherine de Médicis que si elles eussent été sœurs. Elle portait une robe de velours noir absolument pareille à celle dont cette reine est vêtue dans le portrait qu'en possède le roi, et la rapidité de l'évocation m'a semblée d'autant plus merveilleuse que M. le comte de Cagliostro ne pouvait pas deviner le nom du personnage avec lequel j'allais désirer de me trouver. J'ai été confondu. La magie du spectacle que présentait un souper où apparaissaient d'illustres femmes des temps passés m'ôta toute présence d'esprit. J'écoutai sans oser questionner. En échappant vers minuit aux pièges de cette sorcellerie, je doutais presque de moi-même. Mais ce qui va vous paraître extraordinaire, c'est que, pour moi, tout ce merveilleux me semble naturel en comparaison de la puissante hallucination que je devais subir encore. Je ne sais par quelles paroles je pourrais vous peindre l'état de mes sens. Seulement je déclare, dans la sincérité de mon cœur, que je ne m'étonne plus qu'il se soit rencontré jadis des âmes assez faibles ou assez fortes, pour croire aux mystères de la magie et au pouvoir du démon...

Ces paroles furent prononcées avec une incroyable élocution de ton. Elles étaient de nature à éveiller une excessive curiosité chez tous les convives ; aussi, nos regards se tournèrent sur Porateur et nous restâmes immobiles. Nos yeux seuls trahissaient la vie en réfléchissant les bougies scintillantes des candélabres. A force de contempler l'inconnu, il nous sembla voir les pores de son visage, et surtout ceux de son front livrer passage au sentiment intérieur dont il était pénétré. Il y avait dans cet homme, en apparence froid et composé, un foyer secret dont la flamme vint agir sur nous.

— Je ne sais pas, reprit-il, si la figure évoquée me suivit en se rendant invisible, mais aussitôt que ma tête reposa sur mon lit, je vis la grande ombre de Catherine se lever devant moi. C'est instinctivement que je me sentais dans une sphère lumineuse, car mes yeux attachés sur la reine par une insupportable fixité ne virent qu'elle... Tout à coup elle se pencha vers moi... (A ces mots les dames laissèrent échapper un mouvement unanime de curiosité.)

— Mais, reprit l'avocat, j'ignore si je dois continuer, bien que je sois porté à croire que ce ne soit qu'un rêve, ce qu'il me reste à dire est grave...

— S'agit-il de religion ? dit Beaumarchais.

— Ou y aurait-il de l'indécence à continuer ? demanda Calonne.

— Il s'agit de gouvernement... répondit l'avocat.

— Allez, reprit le ministre. Voltaire, Diderot et consorts ont assez bien commencé l'éducation de nos oreilles.

Le contrôleur devint fort inattentif, et sa voisine, madame de G..., fort occupée.

Le provincial hésitait encore ; mais Beaumarchais lui dit avec vivacité :

Mais allez donc, maître, ne savez-vous pas que les lois nous laissent si peu de liberté, que nous prenons notre revanche par les mœurs...

Alors le convive commença ainsi :

— Soit que certaines idées fermentassent à mon insu dans mon âme, soit que je fusse poussé par une puissance étrangère, je lui dis ; — Ah ! madame, vous avez commis un bien grand crime !

— Lequel ?... demanda-t-elle d'une voix grave.

— Celui dont la cloche du palais donna le signal le 24 août...

Elle sourit dédaigneusement et quelques rides profondes se dessinèrent sur ses joues blafardes.

— Vous nommez cela un crime ?... répondit-elle. Ce fut un grand malheur. L'entreprise mal conduite ayant échoué, il n'en est pas résulté pour la France, pour l'Europe, pour le christianisme, tout le bien que nous en attendions. Les ordres ont été mal exécutés, nous n'avons pas rencontré autant de Montluc qu'il en fallait. La postérité ne nous tiendra pas compte du défaut de communications qui nous empêcha d'imprimer à notre œuvre cette unité de mouvement nécessaire aux grands coups d'état. Voilà le malheur. Si, le 25 août, il n'était pas resté l'ombre d'un huguenot en France, je serais demeurée jusque dans la postérité la plus reculée comme une belle image de la Providence. Que de fois les âmes clairvoyantes de Sixte-Quint, de Richelieu, de Bossuet, m'ont secrètement accusée d'avoir échoué dans mon entreprise après avoir osé la concevoir. Aussi de combien de regrets ma mort ne fut-elle pas accompagnée !... Trente ans après la Saint-Barthélemy la maladie durait encore ; elle coûtait déjà dix fois plus de sang noble à la France qu'il n'en restait à verser la



26 août 1572. La révocation de l'édit de Nantes, en l'honneur de laquelle vous avez frappé des médailles, a coûté plus de larmes, de sang et d'argent, a tué plus de prospérité en France que trois Saint-Barthélemy. Le Tellier a su accomplir avec une plume d'encre le décret que le trône avait secrètement promulgué depuis moi ; mais le 25 août 1572, cette immense exécution était nécessaire ; le 25 août 1585, elle était inutile. Sous le second fils de Henri de Valois l'hérésie était à peine en ceinte ; sous le second fils de Henri de Bourbon elle avait, mère féconde, jeté son fruit sur l'univers tout entier. Vous m'accusez d'un crime, et vous dressez des statues au fils d'Anne d'Autriche !.....

A ces paroles lentement prononcées, je sentis en moi comme un tressaillement intérieur. Je croyais respirer la fumée du sang de je ne sais quelles victimes. Catherine avait grandi. Elle était là comme un mauvais génie, et il me semblait qu'elle voulait pénétrer dans ma conscience pour s'y reposer.

— Il a rêvé cela, dit Beaumarchais à voix basse, car il ne l'a, certes, pas inventé !.....

— Ma raison est confondue, dis-je à la reine ; vous vous applaudissez d'un acte que trois générations condamnent, flétrissent et.....

— Ajoutez, reprit-elle, que toutes les plumes ont été plus injustes envers moi que ne l'ont été mes contemporains. Nul n'a pris ma défense. Je suis accusée d'ambition ; moi, riche et souveraine !..... Je suis taxée de cruauté, et, pour les esprits les plus impartiaux je suis peut-être un grand problème. Croyez-vous donc que j'aie été dominée par des sentimens de haine ? que je n'aie respiré que vengeance et fureur !..... Elle sourit de pitié.

— J'étais calme et froide comme la raison même. J'ai condamné les huguenots sans pitié, mais sans emportement. Ils étaient l'orange pourrie de ma corbeille. Reine d'Angleterre, j'eusse jugé de même les catholiques s'ils y eussent été adhérents. Pour que notre pouvoir eût quelque vie à cette époque, il fallait dans l'état : un seul Dieu, une seule foi, un seul maître. Heureusement pour moi que j'ai gravé ma justification dans un mot. Quand Birague m'annonça fausement la perte de la bataille de Dreux : Eh bien ! nous irons au préche !..... m'écriais-je. De la haine contre ceux de la religion !..... je les estimais beaucoup et je ne les connaissais pas. Si je me suis senti de l'aversion, ce fut pour le lâche cardinal de Lorraine, pour son frère, soldat brutal. Voilà quels étaient les ennemis de mes enfans !..... je les voyais tous les jours, ils m'excédaient. Si nous n'avions pas fait la Saint-Barthélemy, ces misérables l'eussent accomplie à l'aide de Rome et de ses moines, et la Ligue, qui n'a été forte que de ma vieillesse, eût commencé en 1573.

Catherine avait disparu comme si un souffle eût éteint la lumière surnaturelle qui permettait à mon esprit de voir cette figure dont les proportions étaient devenues gigantesques. Alors je trouvai en moi une partie de moi-même qui adoptait les doctrines atroces déduites par cette Italienne. Je me relevai en sueur, pleurant, et au moment où ma raison victorieuse me disait d'une voix douce : qu'il n'appartient ni à un roi ni même à une nation d'appliquer ces principes dignes d'un peuple d'athées.

— Et comment sauvera-t-on les monarchies qui croulent ? demanda Beaumarchais.

— Dieu est là, monsieur ! répliqua mon voisin.

— Alors, reprit M. de Calonne avec cette incroyable légèreté qui le caractérisait, nous avons la ressource de nous croire, selon l'Evangile de Bossuet, les instrumens de Dieu !.....

Du moment où les dames s'étaient aperçues que l'affaire se passait en conversation entre la reine et l'avocat, elles avaient chuchoté. J'ai même fait grâce des phrases à points d'interjection qu'elles lancèrent à travers le discours de l'avocat. Cependant ces mots : Il est ennuyeux à la mort ! — Mais, ma chère, quand finira-t-il ? parvinrent plus d'une fois à mon oreille.

Quand l'inconnu cessa de parler, les dames se turent. M. Bodard dormait.

Le chirurgien à moitié gris, Lavoisier, Beaumarchais et moi, nous avions été seuls attentifs ; car M. de Calonne jouait avec sa voisine. En ce moment le silence eut quelque chose de solennel. La fleur des bougies me paraissait avoir une couleur magique. Un même sentiment nous avait attaché par des liens mystérieux à cet homme qui, pour ma part, ne fit concevoir les inexplicables effets du fanatisme. Il ne fallut rien moins que la voix sourde et cavernueuse du compagnon de Beaumarchais pour nous réveiller.

— Et moi aussi, j'ai rêvé !..... s'écria-t-il.

Je regardai plus particulièrement alors le chirurgien, et j'éprouvai un sentiment instinctif d'horreur. Son teint terreur, ses traits à la fois ignobles et grands, offraient une expression exacte de ce que l'on me permit de nommer ici la canaille. Quelques grains bleuâtres et noirs étaient semés sur son visage comme des traces de boue, et ses yeux lançaient une flamme sinistre. Cette figure paraissait plus sombre qu'elle ne l'était peut-être, à cause de la neige amassée sur sa tête par une coiffure à frimas.

— Cet homme-là doit enterrer plus d'un malade !..... dis-je à mon voisin.

— Je ne lui confierais pas mon chien, me répondit-il.

— Je le hais involontairement.

— Et moi je le méprise....

— Quelle injustice cependant, repris-je.

— Oh, mon Dieu, après-demain il peut devenir aussi célèbre que Volange, répliqua l'inconnu.

M. de Calonne montra le chirurgien par un geste qui semblait nous dire : — Celui-là me paraît devoir être plus amusant.

— Et auriez-vous aussi rêvé d'une reine ?..... lui demanda Beaumarchais.

— Non, j'ai rêvé d'un peuple !..... répondit-il avec une emphase qui nous fit rire. J'avais entre les mains un malade auquel je devais couper la cuisse le lendemain de mon rêve....

— Et vous avez trouvé le peuple dans la cuisse de votre malade ?..... demanda M. de Calonne.

— Précisément, répondit le chirurgien.

— Est-il amusant !..... s'écria la comtesse de G\*\*\*.

— Je fus assez surpris, dit l'orateur sans s'embarrasser des interruptions et en mettant chacune de ses mains dans les goussets de son vêtement nécessaire, de trouver à qui parler dans cette cuisse. J'avais la singulière faculté d'entrer chez mon malade. Quand, pour la première fois, je me trouvai sous sa peau, je contemplai une merveilleuse quantité de petits êtres qui s'agitèrent, pensèrent et raisonnaient. Les uns vivaient dans le corps de cet homme, et les autres dans sa pensée. Ses idées étaient des êtres qui naissaient, grandissaient, mouraient. Ils étaient malades, gais, bien portants, et avaient tous, enfin, des physionomies particulières. Ils se combattaient ou se caressaient. Quelques idées s'élançaient au-dehors et allaient vivre dans le monde intellectuel ; car je compris tout à coup qu'il y avait deux univers : l'univers visible et l'univers invisible ; que la terre avait comme l'homme un corps et une âme. Alors la nature s'illumina pour moi, et j'en appréciai l'immensité en apercevant l'océan des êtres qui, par masses et par espèces, étaient répandus partout, faisant une seule et même matière animée, depuis les marbres jusqu'à Dieu !..... Magnifique spectacle ! Bref, il y avait un univers dans mon malade. Quand je plantai le bistouri au sein de sa cuisse gangrénée, j'abattis un millier de ces bêtes-là.... Vous riez, mesdames, d'apprendre que vous êtes livrées aux bêtes.....

— Pas de personnalités, dit M. de Calonne. Parlez pour vous et pour votre malade.

— Mon homme, épouvanté des cris de ses animalcules, et souffrant comme un damné, voulait interrompre mon opération ; mais j'allai toujours, et je lui disais que des animaux malfaisans lui rongeaient déjà les os. Il fit un mouvement, et mon bistouri m'entra dans le côté.....

— Il est stupide ! dit Lavoisier.

— Non, il est gris, répondit Beaumarchais.

— Mais, messieurs, mon rêve a un sens..... s'écria le chirurgien.

— Oh ! oh ! cria Bodard qui se réveillait, j'ai une jambe engourdie.

— Monsieur, lui dit sa femme, vos animaux sont morts.

— Cet homme a une vocation !..... s'écria mon voisin qui avait fixé imperturbablement le chirurgien pendant qu'il parlait.

— Il est à celui de monsieur, disait toujours le laid convive en continuant, ce qu'est l'action à la parole, le corps à l'âme.....

Mais sa langue épaisse s'embrouilla, et il ne prononça plus que d'indistinctes paroles.

Heureusement pour nous la conversation reprit un autre cours, et au bout d'une demi-heure, nous avions oublié le chirurgien des pages, qui dormait. La pluie se déchainait par torrens quand nous nous levâmes de table.

— L'avocat n'est pas si bête, dis-je à Beaumarchais.

— Ho ! il est lourd et froid ; mais vous voyez qu'il y a encore en province de bonnes gens qui prennent au sérieux les théories politiques et notre histoire de France. C'est un levain qui fermentera.

— Avez-vous votre voiture ? me demanda madame Sainte-Jame.

— Non, lui répondis-je sèchement, je ne savais pas que je dusse la demander ce soir.... Vous voulez peut-être que je reconduise le contrôleur !..... Est-ce qu'il serait venu chez vous en polisson ?

Elle s'éloigna vivement, sonna, demanda la voiture de Sainte-Jame ; puis prenant à part l'avocat, elle lui dit :

— M. de Robespierre, voulez-vous me faire le plaisir de mettre M. Marat chez lui, il est hors d'état de se soutenir.....

(Extrait des Mémoires que je fais, sans savoir à qui je les attribuerai.)

\* Aller en polisson à Marly, c'était s'y rendre sans sa voiture et sans ses gens ; déguisé en bourgeois et comme si on y venait pour voir le dîner du Roi ; c'est à cette locution du temps que le narrateur fait allusion. (Note de l'Éditeur.)

#### LE PETIT LEVER DE L'AUTOCRATE.

L'autocrate était sur son séant, entouré de velours et d'édredon. Ses deux aides-de-camp, l'un dans la ruelle, l'autre près de la table de nuit, lui développaient une mappemonde, et il riait ; car il suivait du doigt la pensée de Catherine-la-Grande à travers les lignes colorées des enclavemens géographiques.

Catherine ! qui tenait une épée comme un éventail, qui traitait un amant comme un ennemi, qui venait au bal avec des diamans et des éperons.

Elle calma le vieux lion de Potsdam en lui jetant un lambeau de la Pologne ; amena la civilisation contre les Musulmans du Bosphore. Ses rivaux furent ses complices ; leur sottise fit son génie, et elle a laissé une pensée puissante sur le trône pour ceux de ses successeurs qui n'en auraient pas.

L'autocrate souriait à cette pensée, quand un courrier, halestant, chargé de glaçons, le bout du nez gelé et les oreilles rouges, lui remit une lettre.

C'était de Constantin et sur la révolution de Pologne. L'autocrate devint violet, jura, et sauta en chemise sur le parquet de sa chambre. — Qu'en pensez-vous, messieurs ? dit-il aux aides-de-camp.

— Après vous, sire.

— Je suis un grand homme et ma face est imposante.

Les aides-de-camp s'inclinèrent ; l'autocrate ne vit pas leur figure.

— On s'incline à ma vue, on frémit quand mon œil s'enflamme. N'est-il pas vrai ?

— C'est très-vrai.

— Eh bien ! je vais partir avec mon épée à gauche, mon chapeau sur l'oreille, mon cheval ferré à glace, et vous deux. Je tomberai au milieu de la canaille polonoise comme une bombe. Ceci fera bien : ils s'inclineront et frémiront. Je leur pardonnerai, ils reprendront Constantin, et ce sera une belle page dans ma vie.

Ce disant, il passa les jambes de son vêtement nécessaire.

— Sire, reprit modestement l'un des témoins, souvenez-vous de Pérope, où Louis XII s'aventura dans les griffes du

duc de Bourgogne. Cela lui coûta cher, et l'héroïsme a son côté scabreux.

— Pensez à Charles-Quint, sire, ajouta le second ; il eut de grands scrupules quand le fou Triboulet donnait en sa présence, à François I<sup>er</sup>, des conseils assez sages qu'on ne vous aurait pas donné deux fois impunément.

— N'imitiez pas, continua le premier, cet étourneau de Charles XII, qui laissa son armée veuve, et fut visiter imprudemment Auguste à Dresde. Ces traits d'esprit-là ne sont pas bons à répéter. On est instruit en Pologne, et l'on se permettrait une riposte.

— Richard-Cœur-de-Lion, reprit l'autre, fut plus heureux avec l'infidèle Saladin qu'avec Henri VI, son camarade en guerre sainte ; et vous n'en seriez pas quitte comme le roi anglais, pour cent mille marcs d'argent fin.

— Ouais ! dit l'autocrate. Et il ôta son vêtement nécessaire.

— Avec cela qu'il existe dans le faubourg de Praga quelque donjon républicain, à la lucarne de laquelle il vous serait libre de humer de l'air et des œufs frais pour toute satisfaction ce qui, j'ose le dire, ne convient pas à votre majesté.

— Et qu'à Saint-Petersbourg les pavés se dresseraient en barricades, grâce aux descendans des Strélicz, dont les fantômes vont de nuit murmurer, dit-on, à l'oreille de vos soldats dans les casernes. Moyennant quoi, je me permettrai de vous dire qu'un je tiens vaut mieux que deux tu auras, et qu'il s'agit moins de reprendre la Pologne que de ne pas perdre la Russie.

— Diable ! s'écria l'autocrate ; et il se remit à la hâte dans son lit de velours et d'édredon, en claquant des dents et en frissonnant de tous ses membres.

Alors on lui remit une seconde dépêche qui sentait l'ail, le camphre et le vinaigre des quatre voleurs.

C'était de Moscou et sur le choléra-morbus qui s'avancait à grandes journées.

— A merveille, dit l'autocrate. Me voici entre la prison aux oubliettes que les jésuites et les rois de Pologne ont laissée dans les tourelles du Belvédère, et le choléra-morbus qui vient du Bengale avec les roses. Ceci est embarrassant ; l'héroïsme et les barricades me troublent la cervelle. Déployez-moi la mappemonde. C'est cela ! Eh bien, messieurs, au lieu de se diriger sur Varsovie, ma personne royale va reculer vers Riga. Notre armée ira en avant et nous, en arrière. Si elle doit être décimée de front par les Sarmates et mitraillée à l'arrière-garde par la peste, j'aime autant m'en priver.

Les deux aides-de-camp approuvèrent ; l'autocrate leur donna l'ordre de préparer des relais, et il remit son vêtement nécessaire.

#### AGONIE DE MEHEMET-ALI.

Fût-on pacha à trois queues et descendit-on en droite ligne du Nil par les montagnes de la lune, il faut mourir. Il faut mourir comme les Pharaons, comme les Psaménit, les Ucho-réus, et toutes ces dynasties que M. Taylor nous apporte empaillées de Damiette, de Rosette et d'Alexandrie. Le pacha d'Egypte n'est pas encore empaillé ; mais il est extrêmement malade, surtout depuis que son médecin lui assure qu'il est hors de danger.

La tête enveloppée dans son albornuz en cachemire blanc, les mains amaigries par la fièvre et rougies par le carmin, il sonna son premier trésorier, lequel parut sur-le-champ et frappa du front sur la natte étendue au pied du lit du pacha.

— Seigneur, j'attends vos ordres.

— Parle : que dit le peuple de moi ? Avant de mourir, je veux savoir si ce que j'ai fait pour lui m'a mérité sa reconnaissance. Je lui ai donné des arsenaux, une marine, des hôpitaux, des établissemens pour tous les arts, des manufactures. Il végétait, je lui ai créé des industries ; il était esclave de la Porte, et je l'ai rendu indépendant. Parle : me sait-il gré de tous ces efforts ?

— Seigneur, vous êtes béni comme le soleil. A votre lever, à votre midi, à votre coucher. Car, comme vous dites, vous l'avez rendu industrieux et puissant.

— C'est bien ; retire-toi.

Le pacha sonna le grand chancelier.

Le grand chancelier parut avec de la fourrure blanche aux pieds, aux mains, au cou, à la tête, partout. On eût dit un nid de mouette ; et cela, par une chaleur à casser les vitres, à fondre les Pyramides comme des pains de sucre. Mais c'est l'étiquette. Le grand chancelier se laissa tomber sur le sacrum, balsa la main momie du pacha, et attendit en silence qu'il lui adressât la parole. Le pacha lui fit la même question qu'au trésorier. Celui-ci était poète et rhétoricien ; et bien qu'il eût pu écrire dans un journal littéraire, il n'aurait pas volé les phrases de son confrère pour se faire un manteau d'esprit. Il répondit :

— Seigneur, le peuple est le gazon et vous êtes la rosée ; il est l'escalier et vous êtes le pied ; s'il regarde, c'est par vos yeux ; s'il respire, c'est par votre bouche. Quand les Pyramides ne seront plus qu'un grain de sable, si les Français ne les emportent pas d'ici-là ; quand le Nil pourra se traverser dans la coque d'une noix, on parlera encore de vous ; on vous appellera encore le serpent, le lion, le léopard, car vous êtes fort, prudent et magnifique comme ces trois rois de la création.

Le vieillard fut touché aux larmes de cette comparaison de ménagerie, et comme il voulut paraître fort, il toussa avec tant de violence qu'il faillit s'ouvrir la poitrine. Il jeta sa pelisse sur les épaules du grand chancelier, qui, avec ses fourrures blanches et son dolman de cachemire, nourrissait sur son corps une chaleur à faire éclore un poulet s'il avait eu un œuf dans sa poche. (Voir VOLNEY.)

Je puis donc mourir tranquille, dit en remuant ses os le vieux pacha, puisque mon trésorier et mon chancelier m'assurent que le peuple me bénit.

Cependant, le chancelier et le trésorier ne sont pas le peuple.

Cette pensée lui fut amère. Mais où est le peuple ?

« Parbleu ! » Il tourmenta son cadavre jusqu'au bord de son lit, poussa ses deux jambes tannées en avant, les replia com-



me les branches d'un compas sur le sol, et de babouche en babouche, il arriva jusqu'à la croisée.

Il l'ouvrit. Le ciel était beau comme au tems de Cléopâtre; là, ses aiguilles; là, la mer lui-même, endormie, ronde, éblouissante comme le miroir d'Archimède; des navires avec leurs mâts plantés dans une brume chaude; un soleil rouge comme au sortir d'une orgie; des palmiers maigres, des chameaux maigres, des femmes maigres avec des vases sur la tête, des enfants collés à leurs dos; une nature incendiée, durable au four.

Et lui, pâle, blanc, et mourant, à la croisée.

Et il appela un maçon, un serrurier, un laboureur, un marin, un menuisier, et un homme de chaque état employé dans la cour de son palais.

« Je tiens le peuple, maintenant.

« Parlez, dit-il, à chacun d'eux; je vais mourir. Avez-vous été content de mon règne ?

— Vous êtes un tyran, répondit le laboureur, si vous avez fait labourer la terre, le coton et la soie qu'elle a produits ont été pour vous : il ne nous est resté que la sueur.

— Vous êtes un despote, répliqua le marin; vos vaisseaux nous arrachent par la violence à nos foyers, à nos familles, à nos occupations.

— Vous êtes un tyran, s'écria le maçon; vos palais, qui enchantent les Européens, nous ont coûté plus de douleurs à bâtir que les Pyramides et les tombeaux de Thèbes, et nous avons été aussi mal payés que nos aïeux. Le peuple en est encore aux oignons et à l'ail.

Enfin, tous maudirent le mourant.

Alors, le pacha s'écria : « Mon trésorier et mon chancelier le poète, m'ont trompé; ou bien, la civilisation ne serait-elle qu'une déception? Celui qui fonde est-il moins grand que celui qui détruit, ou sont-ils égaux ? »

Mais le vieillard se trompait : la civilisation profite au peuple quand elle travaille pour le peuple, et elle le tue quand elle n'est qu'un instrument pour satisfaire un seul.

#### PARC AUX CERFS A LONDRES.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur un fait curieux et authentique. Un riche Anglais, M. M....., habitait le Havre depuis quelque tems avec sa femme et ses enfants. Des affaires indispensables l'appellent à Londres; il part en septembre dernier, et peu de jours après son arrivée en Angleterre, sa femme, Mme M....., reçoit au Havre une lettre anonyme qui l'informe des liaisons que son mari entretenait avec une dame de Londres. Faire ses paquets, s'embarquer sur le bateau à vapeur et arriver au lieu où elle croyait retrouver son époux infidèle, ne fut pour Mme M..... que l'affaire d'un moment. Elle descend à Londres dans un hôtel de Piccadilly, qu'on lui avait indiqué comme le lieu où elle pourrait recevoir les informations qu'elle recherchait. Son espoir fut trompé et elle se crut mystifiée. Dans sa triste incertitude, elle reprit le chemin de Southampton pour revenir au Havre auprès de ses enfants. A l'hôtel de Brunswick, où elle était descendue, un domestique lui remet un billet et disparaît. La personne qui lui écrivait invitait Mme M..... à se rendre auprès d'elle pour recevoir des renseignements certains. Mme M..... retourne en toute hâte à l'hôtel où elle était d'abord descendue à Londres. Une voiture élégante et des domestiques en livrée verte et rouge s'avancent vers elle. Une dame, qui se fait connaître sous le nom de Mme Pearsa, engage Mme M..... à monter dans la voiture qui l'attend. Après avoir parcouru quelques allées de Regent's-Park, l'équipage gagne la grande route et disparaît. Depuis ce tems, les recherches et les démarches les plus multipliées n'ont pu conduire à aucun indice qui pût faire découvrir le sort de cette dame anglaise. Mme M..... a vingt-quatre ans; elle possède un extérieur séduisant, et elle appartient à une des premières familles de Londres. On est porté à supposer qu'elle sera devenue une des nombreuses victimes d'une association scandaleuse connue à Londres par ses galantes et cruelles expéditions qui peuplent une espèce de Parc-aux-Cerfs mystérieux que les recherches de la police ne sont pas encore parvenues à découvrir.

(Journal du Havre.)

Ces jours derniers, M. le procureur du roi accompagné d'un juge d'instruction et d'un greffier, s'est rendu dans un des couvents de Paris, pour prendre des renseignements sur la disparition d'une jeune personne qui avait été confiée par ses parents à cet établissement. La religieuse qui remplaçait la supérieure a refusé de reconnaître ce magistrat, et a déclaré qu'elle ne devait compte de ses actions qu'au roi. M. le procureur du roi a fait chercher le commissaire de police, qui est arrivé avec huit hommes de la garde nationale. On a été obligé de briser les portes. Les recherches dans l'intérieur du couvent ont été infructueuses; tous les papiers et les registres avaient disparu. On a appris que la supérieure est partie il y a peu de tems pour l'Italie.

— On voit en ce moment chez beaucoup de tailleurs du Palais-Royal des habits d'uniforme vert, avec revers et collet amarante; on lit sur les boutons jaunes de ces habits : 4e légion libérale italienne.

#### ANNONCES.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux whiskeys, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie fine prouve, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeanne ou futs en entrepôt; Château-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-Rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc. tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartements bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

J. MILHAU, pendant onze ans de la raison de Laroque et Milbau de Baltimore, et récemment de Paris, a l'honneur de prévenir le public qu'il a ouvert sa PHARMACIE au No. 172½ Broadway au coin de Maiden Lane. On y trouvera un assortiment complet de Drogueries et de préparations nouvelles, qu'il vendra en gros et en détail aux prix les plus modérés; ayant établi des relations avec des maisons de confiance de Paris, J. M. recevra constamment les produits chimiques et pharmaceutiques les plus en vogue dans la capitale.

Articles de saison, facilement préparés, Pâtes de Guimauve, de Jubé, de Lichen; Sirops de Gomme, de Violettes, de Pensée sauvage d'Ipecac. Pastilles de Spitzlitz, d'Ipecac et de Tolu, etc.

M. P. DE LAPEYRIE, par ordonnance du gouvernement de la Guadeloupe, du 2 décembre, a été nommé courtier de commerce agent de change et interprète des langues étrangères à la Pointe-à-Pitre.

#### AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 32 Chapel-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les îles occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves et médecine, ou un plus grand nombre, qui n'ayant ni des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la facilité d'y acquiescer sans frais la connaissance des langues française et anglaise.

#### DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des États-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent des dents s. qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110.

61—11

#### BUREAU D'AGENCE, D'EUGÈNE BERGONZIO

New-York, Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandises, bagage, etc.; de traduire toute espèce de documents, de recevoir les souscriptions aux ouvrages littéraires et périodiques; et procurer les fonds nécessaires pour exécuter les demandes des personnes qui y auront recours, ou enverront leurs ordres.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes qualités des Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

#### AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Grâces, tellement favorisées par les Dames, on le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare; les dessins exquis des richesses de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezons sont les produits des plus célèbres fabrications. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

#### FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 23 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.			
Pica.....	36 cents.	Small Pica.....	38 cents.
Long-Primer.....	40	Brevier.....	56
Bourgeois.....	45	Minion.....	70
Nonpareil.....	90	Pearl.....	\$1 40
	Diamond.....		92.

A six mois de crédit, ou à 7½ pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

WM. HAGAR et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite « Washington Press », qu'ils vendront à un prix modéré.

#### PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Captaines.	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1er fév. 1er juin 1er oct.
2	Havre.....	Keene.....	10 » 10 » 10 »
3	Chs. Carroll.	Clark.....	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnell.	Hawkins.	1er mars 1er juil. 1er nov.
3	Henri IV.....	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.....	E Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Sully.....	Macy.....	1er avril 1er août 1er déc.
3	François I.....	Skiddy.....	10 » 10 » 10 »
2	Erie.....	J. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Formosa.....	Orne.....	1er mai 1er sept. 1er jan.
3	De Rham.....	Depeyster.	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonaffé.	Hathaway.	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'ainé.

Deuxième ligne, Bonaffé, Boissier et Cie., agents à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondante provisions.

#### SYLVESTER, 130 et 311 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets ou parts de billet.

Tirage de la loterie classe No. 4 :

	65	34	15	44	20	1	10	45	4	33.
Février 24				1				16,000	10,000	\$5
Mars 3				2				20,000		5
19				3				20,000	10,000	5

#### BULLETIN UNIVERSEL DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE.

Publié sous la direction du baron de Ferassac.

Le Bulletin se compose de huit sections, de chaque section paraît un numéro par mois; on peut souscrire à chacune d'elles séparément, savoir :

- I. Sciences mathématiques, physiques et chimiques, \$6 par an.
- II. Sciences naturelles et géologie, \$11 par an.
- III. Sciences médicales, etc., \$11 par an.
- IV. Sciences agricoles, économiques, etc., \$7 par an.
- V. Sciences technologiques, \$6 par an.
- VI. Sciences géographiques, écon. publ., voyages, \$12 par an.
- VII. Sciences historiques, antiquités, philologie, \$9 par an.
- VIII. Sciences militaires, \$4 50 par an.

Le sousigné est chargé des intérêts du Bulletin dans les États-Unis et fera parvenir au Directeur toute communication et nouvelle littéraire, qu'on lui enverra pour lui, franc de port; on s'abonne également chez lui au dit Bulletin.

Foreign and Classical Bookstore,  
CHARLES DE BEER, Director,  
108 Broadway, New-York,  
32 South-sixth-street, Philadelphie.

#### KING & WALLIS,

No. 154 William Street,

Offrent à vendre en détail les articles suivants, avec une réduction dans leurs prix, savoir :

- Couvertures de lit à rosaces de 8-4 à 14-4.
- Couvertures de lit rayées et à pointes.
- Flanelles, blanches et de couleur.
- Revêches verts, 4-4.
- Camelot bleu et brun.
- Bombazine anglaise.
- Mérimos anglais.
- Barèges, couleurs assorties.
- Bas de laine pour hommes et femmes.
- Gants de castor.
- Crêpe de Nankin, noir et de couleur.
- Fichus de soie.
- Schalls de Soie, de Cachemire, de Thibet et de Mérimos.

Leur assortiment de nouveautés est, comme auparavant, de premier choix, et à prix fixe.

Un des associés, Mr. W., parle la langue Française.

A VENDRE chez M. THOISNIER DESPLACES, libraire de Paris et à New-York, Exchange-Place, No. 32.

Manuels, du tapissier, cartonnier cartier, amidonnier vermicellier, charpentier, bûcheron et menuisier, graveur, mouleur, charcutier, pâtissier, vigneron et montardier, papeter et régulier marchand de bois, imprimeur, relieur, vigneron, fleuriste artificiel, des demoiselles, des dames, de la maîtresse de maison, art de se coiffer soi-même, météorologie, physiologie végétale, mammologie, entomologie, histoire naturelle des mollusques et de leurs coquilles, d'ornithologie, botanique.

(Ouvrages complets de Buffon, mis en ordre par M. de Lacépède, nouvelle édition, ornée du portrait de Buffon et de 215 belles gravures, 36 volumes in-8.)

Histoire Naturelle des Quadrupèdes Ovipares, Serpens, Poissons et Cétacées, par M. le comte de Lacépède, pour faire suite aux œuvres de Buffon. Nouvelle édition, ornée de 115 planches et du portrait de l'auteur. 5 gros volumes in-8.

Répertoire du Théâtre Français, nouvelle édition, classée dans un nouvel ordre, avec des notices sur les auteurs et acteurs célèbres, par Picard et Peyrot, ornée de 12 portraits; 85 livraisons forment 4 gros volumes in-8.

Magasin d'Épicerie au coin de Park-Place et Broadway.

G. DESABAYE, à l'adresse ci-dessus, continue à tenir un assortiment complet d'épicerie; il y a joint les articles d'importation les plus rares, et au goût de toute espèce de consommateurs. Ils trouvent également à se procurer chez lui de liqueurs fines d'Europe et d'Amérique, d'eau-de-vie très-vieille ou récemment importée, genièvre de Hollande, Rum-Jamaïque, Ste-Croix et autres; vins de Bordeaux, vieux Madère, Sherry, Ténériffe, &c.

Il se charge de fournir des provisions aux bâtimens.

N. B. Chaque article sera porté gratis dans les maisons.

#### CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Courrier des États-Unis paraît tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsistent jusqu'à la modification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du Courrier des États-Unis, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du Courrier des États-Unis ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

A PHILADELPHIE,..... MM. F. HUTTNER.  
BALTIMORE,..... ALFRED MORTON.  
WASHINGTON, D. C.,..... PISHEY THOMPSON.  
NORFOLK, Va.,..... PASCAL SCHIMMO.  
SAVANNAH,..... JOSEPH AUZÉ.  
AUGUSTA, (Ge.),..... J. P. SETZE.  
CHARLESTON,..... JUL. TAYLOR.  
N.-ORLÉANS,..... F. GILLET & Cie.  
OPELOUSAS, La.,..... CHS. THIENEMAN.  
DONALDSONVILLE, La.,..... FRS. LEFORT, D. de B.  
BATON-ROUGE, La.,..... LOUIS SHEPPERS.  
FLAQUEMINE, La.,..... LS. DESOBRY, D. de P.  
ST.-MARTINSVILLE, La.,..... ADRIAN DUMARTREIT.  
VERMILIONVILLE, La.,..... E. CHAIX, Directeur de la Poste.  
MOBILE, Alabama,..... BASIL MESLIER.  
ST.-LOUIS, Missouri,..... GABRIEL PAUL.  
NASHVILLE, Tenn.,..... PAUL NEGRIN.  
WEST-POINT, N.-Y.,..... JOSEPH DU COMMUN.  
ALBANY, N. Y.,..... E. CROSWELL, Albany Agent.  
TROT, N. Y.,..... F. ADANCOURT.  
UTICA,..... SAMUEL D. BAKIN.  
BURLINGTON, Vt.,..... CHAUNCEY GOODRICH.  
BOSTON,..... F. SALES, Foreign Book Store.  
No. 35 Washington Street.

POTLAND, Me.,..... SAMUEL COLMAN.  
QUÉBEC,..... NELSON & COWAN.  
MONTREAL,..... E. FABRE.  
ST.-THOMAS,..... }  
PORTO-RICO,..... } JOHN THOMPSON.  
STE-CROIX,..... }  
ST. JAGO DE CUBA,..... ROUSSEAU & Cie.  
ST.-PIERRE, MARTINIQUE,..... JOHN M. DIONIS.  
POINTE-A-PITRE, GUADELOUPE,..... SEGRETAIR.  
CARTHAGÈNE,..... EDOUARD GRISOLLE.  
HAYANNAH,..... DON JOSÉ DE LA COTA.  
PORT-AU-PRINCE,..... FERRAND DE BRAVASS.

#### PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.  
\$15, sans le Journal.  
\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.